

La Selva Lacandona, riche en diversité biologique, est l'habitat d'une grande variété d'espèces comme le jaguar et l'ocelot. Chiapas, Mexique

climat &
déforestation

photographie Jessica Ciacchi - México

redd: les réalités noir sur blanc

novembre 2010



**Les Amis
de la Terre
International**



Des hévéas dans une plantation. Beaucoup de plantations d'hévéas servent maintenant à produire de l'huile de palme. Sumatra, Indonésie, 2004

redd: les réalités noir sur blanc

novembre 2010

Les Amis de la Terre International est le réseau écologiste populaire le plus large du monde; il relie 70 organisations membres nationales et environ 5 000 groupes d'activistes locaux de tous les continents. Avec près de 2 millions d'adhérents et de sympathisants répartis autour du monde, nous militons pour la solution des problèmes écologiques et sociaux les plus urgents de notre temps. Nous nous opposons au modèle actuel de mondialisation économique et commerciale et nous proposons des solutions qui contribueront à créer des sociétés justes et respectueuses de l'environnement.

Nous avons la vision d'un monde pacifique et responsable, composé de sociétés qui seront en harmonie avec la nature. Nous rêvons d'une société de personnes interdépendantes vivant dans la dignité, la complétude et l'épanouissement, où la justice et les droits des personnes et des peuples seront devenus des réalités. Ce sera une société bâtie sur la souveraineté et la participation des peuples. Elle sera fondée sur la justice sociale, économique, écologique et de genre, et débarrassée de toutes les formes de domination et d'exploitation, qu'elles s'appellent néolibéralisme, mondialisation, néocolonialisme ou militarisme.

Nous pensons que, grâce à ce que nous faisons, l'avenir de nos enfants sera meilleur.

Les groupes des Amis de la Terre se trouvent dans les pays suivants Afrique du Sud, Allemagne, Angleterre/Galles/Irlande du Nord, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Belgique (Flandres), Bolivie, Brésil, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Corée, Costa Rica, Croatie, Curaçao (Antilles), Danemark, Écosse, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grenade (Antilles), Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine (ancienne République Yougoslave de), Malaisie, Mali, Malte, Maurice, Népal, Nigeria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palestine, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République tchèque, Sierra Leone, Slovaquie, Suède, Suisse, Swaziland, Togo, Tunisie, Ukraine, Uruguay.

(Pour obtenir les coordonnées de ces associations, contactez le Secrétariat international de FoEI ou visitez notre site sur la toile)

à télécharger sur <http://www.foei.org/redd-realities-fr>

auteurs Ronnie Hall (ronnih@googlemail.com)
Domingo Lechón, FoE Mexique / Otros Mundos; Sebastián Valdomir & Alberto Villareal, FoE Uruguay/REDES; Silas Siakor & Jonathan Yiah, FoE Liberia; Nnimmo Bassey, FoE Nigeria / ERA
Bard Lahn, FoE Norvège; Simone Lovera & Elías Díaz Peña, FoE Paraguay / Sobrevivencia
Javier Baltodano, FoE Costa Rica / Coecoceiba; Tim Mann & Teguh Surya, FoE Indonésie / WALHI

comité de rédaction Ronnie Hall et Joseph Zacune

design Paulina Veloso

nous remercions le Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas.

friends of the earth
international secretariat

P.O. Box 19199
1000 GD Amsterdam
The Netherlands
Tel: 31 20 622 1369
Fax: 31 20 639 2181
info@foei.org
www.foei.org

table des matières

redd: les réalités noir sur blanc

novembre 2010

résumé	4
un qu'est-ce que le système redd?	5
le paiement des services environnementaux au costa rica: la promotion d'un mythe	6
deux la ccnucc s'inquiète...	7
le mexique se fait le champion de redd, mais le cas de proarboll montre que l'avenir est incertain	8
trois ... mais redd prend forme quand même	9
banque mondiale: le fonds de partenariat pour le carbone forestier	9
banque mondiale: le programme d'investissements forestiers	10
un-redd	10
financement bilatéral redd	11
nouvel accord provisoire de partenariat sur redd+	12
les marchés volontaires du carbone	
quatre pourquoi si vite ? pour l'argent et l'image écologiste	14
les sociétés pétrolières et gazières en Amérique latine	14
shell et gazprom en rimba raya, indonésie	15
cinq la lutte des peuples autochtones et d'autres populations tributaires des forêts pour se faire entendre	16
paraguay: l'avis des peuples autochtones doit être écouté	17
costa rica: le dialogue national sur redd ne souffre aucune contestation	18
le nigeria fonce pour appliquer le système redd dans l'état de cross river	19
six les problèmes fonciers et d'autres embûches	20
brésil: les impacts de guaraqueçaba sur les populations autochtones	20
le système redd au liberia: un nouveau front dans la lutte pour les droits communautaires	21
sept les 'fuites' et les plantations: deux problèmes épineux	22
indonésie: les 'fuites' et le projet pour l'écosystème d'ulu masen en aceh	22
huit redd et le commerce du carbone	25
conclusions	25
glossaire	26
références	26

résumé

Pour ce qui est du changement climatique, REDD semble aujourd'hui être la panacée. La «réduction des émissions dues au déboisement dans les pays en développement» comporte la promesse alléchante de freiner le dérèglement du climat, de conserver la diversité biologique en danger et d'apporter aux peuples autochtones pauvres et aux populations forestières l'argent si nécessaire à leur développement, tout en rapportant aux investisseurs des profits considérables. Cela conduit à se demander si ce n'est pas trop beau pour être vrai.

Malheureusement, à cette question il faut répondre «si». Bien que REDD puisse avantager quelques communautés et la diversité biologique dans certaines régions déterminées, de façon générale il semble avoir le potentiel d'aggraver les inégalités, de rapporter très gros aux transnationales et autres grands investisseurs, et d'apporter très peu de bénéfices ou même de graves désavantages aux populations tributaires des forêts. En outre, si les gouvernements le prennent isolément, REDD pourrait détourner dangereusement l'attention de ce qu'il faudrait faire: adopter des mesures réelles et efficaces pour atténuer le changement climatique et s'adapter à ses effets.

Les études de cas qui figurent dans le présent rapport montrent clairement qu'il existe déjà une véritable ruée vers le système REDD. Elles montrent aussi que les projets REDD varient beaucoup suivant les pays où ils sont mis en œuvre et les objectifs de ceux qui les proposent. Certains projets sont conçus de façon plutôt judicieuse, d'autres ne visent qu'à maximiser les profits.

Or, même dans la meilleure hypothèse, on constate que les peuples autochtones ont beaucoup de mal à se faire entendre ou à tirer avantage de REDD de façon équitable. Les organisations de la société civile que l'on considère comme des détracteurs de REDD sont souvent exclues des consultations et leurs commentaires préalables sont ignorés. En outre, il est évident que certains investisseurs essaient de hâter le processus pour arriver à un accord aussi vite que possible, même si cela implique d'exercer des pressions indues sur les parties concernées ou de laisser de côté certains points déjà accordés, comme la consultation.

Une des conclusions qui s'imposent est que les grandes sociétés transnationales, surtout celles du secteur énergétique ou des industries à forte consommation d'énergie, sont en train de se diriger vers REDD à toute vitesse parce qu'il leur offre, peut-être mieux que personne, une véritable occasion de gagner sur tous les tableaux. Par le biais de REDD elles peuvent se muer en championnes du climat, même si elles continuent d'extraire des combustibles fossiles et, en même temps, gagner sans doute des centaines de millions de dollars.

En plus, dans bien des pays il y a aussi des incertitudes au sujet de la possession de la terre et des droits en matière de carbone, et dans d'autres il paraît que REDD est en train de troubler les eaux encore davantage dans ces domaines. De façon générale, REDD risque fort d'aboutir à la privatisation des ressources forestières mondiales et de les faire passer des mains des peuples autochtones et des communautés locales à celles des banquiers et des marchands de carbone.

D'autres commencent à se demander si REDD peut vraiment fonctionner au niveau des projets, et s'il ne sera pas trop complexe et peu recommandable de l'appliquer au plan national également. À moins que la demande de produits agricole et de bois ne diminue, REDD risque de ne pas fonctionner au niveau des projets, puisque les activités de déboisement pourraient tout simplement se déplacer ailleurs. En revanche, au plan national, REDD pourrait impliquer que tous ceux qui s'adonnent à des activités nuisibles pour les forêts, telles que la production d'huile de palme, seraient récompensés, qu'il s'agisse de communautés et d'agriculteurs de subsistance qui luttent pour gagner leur vie, ou d'entreprises forestières et de producteurs d'huile de palme soucieux d'accéder à de nouvelles sources de revenus.

Si, en plus, REDD est associé aux marchés du carbone, son application à l'échelon national multiplierait les risques de dépendre des vicissitudes de ces marchés et des variations des prix, de sorte que les projets s'enliseraient et causeraient des difficultés dans l'économie du pays.

Finalement, les études de cas présentées montrent que les projets pilotes REDD et la législation relative à REDD, qui incluent la plantation d'arbres en régime de monoculture et la gestion forestière durable (c'est-à-dire la poursuite de l'exploitation des forêts), et qui supposent ou créent des liens entre REDD et les marchés du carbone, sont déjà en cours, alors que cela n'a pas été approuvé encore au sein de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). De ce fait, deux nouvelles questions se posent: l'existence de projets REDD va-t-elle déterminer les paramètres d'un futur accord sur REDD dans la CCNUCC ? Les gouvernements vont-ils donner le feu vert à une version de REDD que les entreprises forestières pourront utiliser pour remplacer les forêts naturelles anciennes par des rangs serrés d'arbres de croissance rapide et de faible stockage de carbone ?

Tel qu'il est négocié à l'heure actuelle (avec la vague ambition de «réduire les émissions» dues au déboisement et la poursuite de l'exploitation forestière et la plantation d'arbres, le tout financé par des marchés du carbone instables), REDD n'est pas le système robuste, équitable et définitif dont on a besoin en ces temps incertains. Il est important de signaler que bien des problèmes évoqués dans ce rapport sont évidents même dans les projets REDD présentés ou déjà acceptés par l'Alliance Climat, Communauté et Biodiversité (CCBA).

Pour que les gouvernements réussissent à atténuer le changement climatique en s'attaquant au déboisement, ils doivent s'accorder sur un mécanisme équitable qui vise vraiment à stopper le déboisement et à réduire la demande de bois et de produits agricoles ainsi que d'autres causes sous-jacentes du déboisement. Un tel mécanisme récompenserait ceux qui ont déjà conservé leurs forêts. Il devrait mettre à profit les expériences des peuples autochtones et des populations du monde entier qui savent déjà comment gérer les forêts et en profiter durablement. Il y a là de nombreux enseignements à tirer.

un qu'est-ce que le système redd?

REDD est l'acronyme de «réduction des émissions dues au déboisement dans les pays en développement»¹, un système qui est en cours de négociation dans la CCNUCC. Bien qu'il n'ait pas encore été approuvé, ce système est en train de gagner beaucoup de terrain dans le monde «réel», et beaucoup de négociateurs le considèrent probablement comme un des aspects les plus réussis des pourparlers sur le changement climatique, qui se caractérisent en général par les atermoiements politiques et l'intransigeance.

Il existe de nombreuses raisons d'être extrêmement prudent au sujet de REDD: des problèmes éthiques, des contraintes méthodologiques et une vision peut-être étroite de la manière dont il est en train de se développer en réalité. Cependant, des projets visant à «être prêts» pour REDD surgissent dans le monde entier, même avant que la portée et la nature exacte du système aient été définies. Or, si REDD prend forme dans le monde réel, les décisions des gouvernements quant à sa nature fondamentale et ses paramètres en seront infléchies.

On considère souvent que REDD part d'un fait réel important: on sait aujourd'hui que le déboisement accéléré est responsable d'environ 18 % des émissions de gaz à effet de serre anthropiques que le monde produit chaque année (plus que tous les moyens de transport combinés). REDD est censé créer un système d'incitations financières positives qui pousseront ceux qui provoquent le déboisement ou la dégradation des forêts à se tourner vers des activités moins nuisibles.

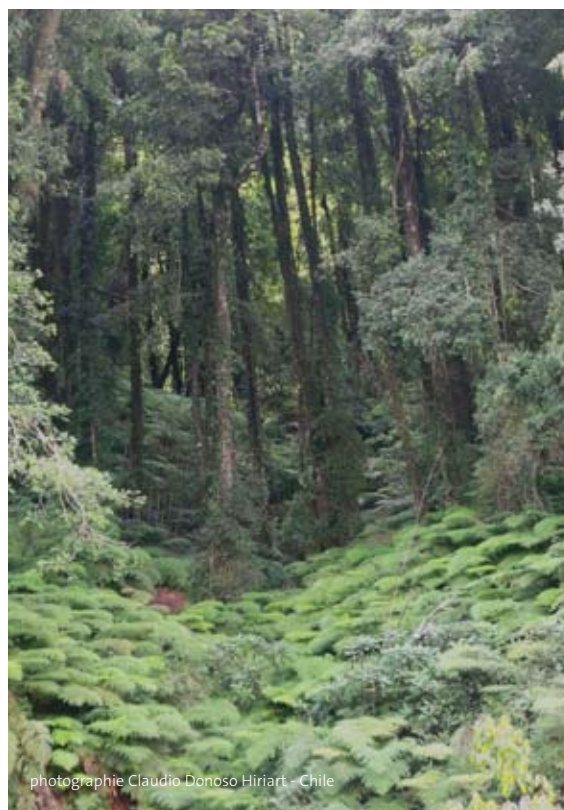
Les détails n'ont pas encore été élaborés. En particulier, deux points font l'objet de débats au sein de la CCNUCC: si le système doit ou non inclure les plantations, et s'il doit être financé par des fonds publics, ou par des fonds privés par le biais des marchés du carbone. Presque tous les gouvernements suggèrent d'associer le déboisement au marché du carbone. Or, cela permettrait aux pays industrialisés de compenser leurs émissions plutôt que de les réduire véritablement; ainsi, l'objectif déclaré de combattre le changement climatique au moyen de REDD serait réduit à néant. Un autre problème crucial est que REDD contribuera à la privatisation progressive des ressources naturelles du monde et qu'il pourrait être utilisé pour récompenser les entreprises forestières et celles qui produisent des énergies sales.

Le système a été proposé en 2005 par la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Costa Rica, au nom des pays membres de la Coalition des nations de forêt tropicale. Cette coalition de pays en développement qui possèdent des forêts tropicales soutient l'échange de réductions des émissions de carbone pour avoir accès au commerce international d'émissions.² La Papouasie-

Nouvelle-Guinée et le Costa Rica préconisent activement le recours aux mécanismes du marché pour obtenir du financement privé, et le Costa Rica est bien connu pour avoir introduit très tôt le système de «Paiement de services environnementaux» (PSE).

Pourtant, cette position n'est pas partagée par tous les pays en développement. D'ailleurs, le système PSE du Costa Rica, financé et encouragé par la Banque mondiale, n'est pas vraiment «l'incarnation» des mécanismes du marché que beaucoup semblent croire.

Le lancement hâtif de REDD est sous-tendu par la perspective d'en tirer des profits substantiels. Il y a eu de nombreux calculs différents mais un afflux Nord-Sud d'environ 30 milliards de dollars par an a été annoncé [UN-REDD, 2010]. De toute évidence, c'est un facteur de motivation important pour beaucoup de pays en développement qui, déçus et sceptiques, se heurtent à la forte résistance des pays industrialisés à leur transférer des fonds pour le développement et le changement climatique [Friends of the Earth, 2008]. Pourtant, les études de cas présentées dans ce rapport montrent que les projets REDD attirent aussi une grande variété d'acteurs, tels que les commerçants en carbone, les grandes ONG conservationnistes internationales, les entreprises de plantation et même des sociétés pétrolières et gazières qui cherchent à donner à leurs activités un vernis vert attrayant et à la mode.



photographie Claudio Donoso Hiriart - Chile

Forêts tropicales tempérées: la forêt indigène de Valdivia, dans le Sud du Chili

1 On considère le plus souvent qu'il englobe le déboisement et la dégradation des forêts ; voir la définition dans Decision 2/CP.13 [UNFCCC, 2007].
2 Pour plus d'informations sur l'histoire de REDD, voir REDD Myths [FoEI, 2008].

un qu'est-ce que le système redd?

le paiement des services environnementaux au costa rica: la promotion d'un mythe

Le Costa Rica a été un pionnier dans l'application d'un système de PSE et dans la promotion de REDD au sein de la CCNUCC. Le gouvernement costaricien rédige à l'heure actuelle un plan de préparation au REDD (R-PP), fondé sur le PSE du pays, qu'il présentera au Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) de la Banque mondiale.

Pourtant, le PSE du Costa Rica n'est pas ce qu'il paraît. Au lieu d'être un mécanisme financé uniquement par la vente de services environnementaux, il dépend à 90 % d'un impôt sur la consommation de carburants appliqué depuis 15 ans. D'autre part, la réduction du taux de déboisement du pays est due, pour une bonne part, à l'abandon des grands élevages de bétail depuis que la hausse du prix de la terre a fait diminuer la rentabilité de la production de viande (Holman et al, 2008). En plus, une loi forestière interdit depuis 1996 tout changement d'affectation des terres boisées. En fait, l'impact du PSE a été minime.

La gestion du système PSE coûte au ministère de l'environnement 25 % de son budget. Il s'agit donc d'un outil très cher, qui engloutit des ressources qui auraient pu être employées à mieux contrôler les zones protégées et les activités forestières. D'autre part, les fonds PSE sont souvent mal utilisés: par exemple, on en a utilisé très peu pour acheter

aux propriétaires non autochtones des terres situées dans les territoires des peuples autochtones, alors que des sommes considérables avaient été affectées à ces mêmes territoires (Les Amis de la Terre Costa Rica, 2009). En plus, le PSE n'a pas contribué à atténuer la pauvreté en milieu rural.

Source: Amigos de la Tierra Costa Rica / Coecoceiba



photographie Simon Rawles/Friends of the Earth

L'extraction de bois de la forêt d'Iwokrama a été certifiée par le FSC. Seul un petit pourcentage de la forêt est concerné et cette activité est strictement contrôlée. Guyana

deux la ccnucc s'inquiète...

Bien que les négociations sur REDD avancent relativement vite par rapport à d'autres thèmes qui restent bloqués dans la CCNUCC, elles n'avancent pas assez vite pour ceux qui veulent appliquer le système. Par conséquent, des accords et des projets prolifèrent aujourd'hui dans divers pays du monde, sous prétexte de «se préparer» pour REDD. Beaucoup de négociateurs prévoient qu'un accord sera bientôt conclu et que la valeur de leurs crédits REDD montera en flèche. Pourtant, il reste à résoudre quelques problèmes délicats.

Les négociations de la CCNUCC se centrent à présent sur un dérivé de REDD, dénommé «REDD+». Bien que la définition précise de ce terme n'ait pas encore été formellement accordée,³ on suppose en général qu'elle inclurait «des incitations positives pour la conservation des forêts, leur gestion durable et l'augmentation de leurs stocks de carbone dans les pays en développement» [UNFCCC, 2007 :1(b) (iii)].

Ces termes apparemment inoffensifs sont chargés de sens. En fait, ils rendent le système intéressant pour beaucoup plus de parties, telles que les pays qui conservent déjà leurs forêts et qui ont de faibles taux de déboisement, et les entreprises forestières et agro-industrielles, y compris celles qui plantent des palmiers à huile. Parmi les parties intéressées pourraient même figurer les plantations d'arbres génétiquement modifiés (par exemple, si ces arbres étaient conçus pour croître plus vite, absorber davantage de carbone, ou contenir moins de lignine de manière à pouvoir les transformer plus facilement en biocarburants).

Pourtant, les désaccords sur REDD se reflètent surtout dans le débat qui a lieu au sein du Groupe de travail spécial sur l'action coopérative à long terme (GTS-ACL), où certains pays (dont la Bolivie et l'Arabie saoudite) ont récemment proposé des modifications des textes [FIELD, 2010]⁴ qui montrent qu'il y a encore des différences d'opinion marquées:

- interdire d'utiliser les fonds REDD pour financer l'exploitation forestière industrielle ou la transformation des forêts en plantations;
- exclure les mécanismes de marché et le recours à la compensation d'émissions de la part des pays industrialisés;
- s'appliquer à la réduction des émissions dues au déboisement, ou au déboisement lui-même (la nuance est importante, puisqu'il y aurait des moyens de réduire les émissions sans réduire le déboisement);
- inclure l'objectif à long terme de réduire le déboisement au plan mondial d'un pourcentage déterminé;
- être appliqué au niveau national uniquement, ou inclure aussi des projets sub-nationaux;
- inclure des principes directeurs sur l'intégrité environnementale et les droits des peuples autochtones [FIELD, 2010].

Les points également discutés au sein du Groupe spécial de travail sur le Protocole de Kyoto (GST-PK), qui s'occupe des engagements des pays de l'Annexe 1⁵, incluent des modifications possibles des règles existantes sur l'utilisation des terres, le changement d'affectation des sols et la foresterie (LULUCF). Ces changements pourraient couvrir la gestion des forêts, des cultures agricoles, des zones humides et du carbone du sol. Cependant, la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC)⁶ a soulevé des objections contre les résultats que cela pourrait avoir: les pays développés seraient autorisés à remplacer les forêts existantes par des plantations (dans le cadre de LULUCF), tandis que les pays en développement ne le seraient pas (dans le cadre de REDD). D'autre part, si les deux ensembles de règles étaient harmonisés (on en discute dans le GTS-PK [Martone, 2010]), cela pourrait accroître les pressions pour inclure les plantations d'arbres dans REDD.

D'autres discussions portent sur la participation des peuples autochtones à la surveillance, l'information et la vérification de REDD, et sur la formulation d'orientations concernant les moteurs du déboisement.⁷

La possibilité d'augmenter le financement pour le climat de sources publiques et privées est considérée aussi par le Groupe consultatif de haut niveau sur le financement de la lutte contre les changements climatiques (GCF) [Martone, 2010]. Cependant, la direction et l'objectif du GCF soulèvent de fortes inquiétudes, car ce groupe semble avoir pris comme point de départ l'accord controversé de Copenhague, encouragé par les États-Unis mais non approuvé au sein de la CCNUCC.

L'accord de Copenhague prévoit de mobiliser 100 milliards de dollars de sources publiques et privées, mais cette somme est très insuffisante. En outre, le GCF semble prêt à marginaliser le rôle du financement public et à favoriser le financement provenant des marchés du carbone, qui sont instables et prêtent à la fraude. Le groupe est favorable aussi à ce que la Banque mondiale et d'autres banques multilatérales de développement gèrent les fonds pour le climat, alors que les pays en développement s'y sont opposés à maintes reprises au sein de la CCNUCC [CJN, 2010].

3 Entre autres choses, parce qu'on vient de proposer d'enlever les mots « émissions de » de la définition de REDD [FIELD, 2010].

4 Le texte proposé qui sera considéré à Tianjin, Chine, est disponible sur unfccc.int/documentation/documents/advanced_search/items/3594.php?rec=j&preref=600005941#beg (avec l'aimable autorisation de FIELD). Le chapitre VI contient le texte sur REDD-plus (avec deux options).

5 Les pays de l'Annexe 1 sont les pays industrialisés qui se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

6 La Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) est l'unique instance de coordination et de décision pour les initiatives et les actions sub-régionales en matière de conservation et de gestion durable des forêts du Bassin du Congo : carpe.umd.edu/Plone/how-carpe-works/comifac/.

7 Ces points sont débattus à l'OSAST de la CCNUCC [Martone, 2010]. (Martone, 2010).

deux la ccnucc s'inquiète...

le mexique se fait le champion de redd, mais le cas de proarbol montre que l'avenir est incertain

Fin 2010, le Mexique accueillera la 16e Conférence des Parties à la CCNUCC (CdP-16), à Cancún. D'après les informations et les déclarations de plusieurs autorités mexicaines, le système REDD sera un point capital de l'ordre du jour de la conférence. Le Mexique est bien décidé à ce que la CdP adopte REDD et le Fonds Vert pour le financement du changement climatique (qui pourrait inclure REDD également) que ce pays avait proposé au départ. En septembre 2010, le ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles, Juan Rafael Elvira Quesada, a exhorté les représentants des 40 pays concernés à s'engager à rédiger un document qui contribue aux discussions de la CdP-16. Cet appel a été lancé juste avant *l'Atelier sur la gouvernance forestière, la décentralisation et REDD+ en Amérique latine et les Caraïbes* qui eut lieu à Oaxaca, Mexique, entre le 31 août et le 3 septembre 2010, organisé par le Mexique et la Suisse.

Le Mexique est en train de planifier aussi sa propre participation au système REDD. Le ministre Quesada a dit que le pays avait déjà entamé des négociations avec la Norvège pour mettre en œuvre des programmes. Pourtant, d'autres projets de PSE du même genre n'ont pas abouti au Mexique, ce qui indiquerait que REDD pourrait avoir des effets négatifs considérables s'il était appliqué de cette manière.

Le cas de ProArbol en est un bon exemple. Financé surtout au moyen d'un plan de PSE, ProArbol est un programme fédéral pour le soutien du secteur forestier. Il se centre sur la conservation et la restauration des forêts, des jungles et de la végétation des zones arides et semi-arides du Mexique. Néanmoins, une recherche menée par le journal *El Universal* en 2009, deux années après la création du programme, a conclu que ProArbol n'avait pas eu de succès. Plus de la moitié de la végétation plantée se composait de cactus, et 90 % des arbres plantés en 2007 étaient morts.

Le programme aurait été également érodé par la corruption. En 2008, *l'Auditoría Superior de Fiscalización a fait trois audits de la Comisión Nacional Forestal de Chiapas*, après une série d'accusations de détournement de fonds en faveur de campagnes électorales. Le journal *Cuarto Poder* avait déclaré en début d'année que, «*en 2008, on s'inquiétait au Chiapas à propos de la gestion de 18 327 444 pesos*», mais personne n'a été accusé et il n'y a pas eu d'enquête. En outre, «*la plupart des plants n'ont pas été plantés, et ce qui a été planté s'est perdu*».

Beaucoup d'expériences mexicaines en matière de PSE sont présentées au monde comme de grands succès, par exemple la Réserve de biosphère de Sierra Gorda, à Querétaro, et Scolel

Te au Chiapas. Or, d'après les conseillers en matière de REDD, «*au moment de formuler des projets REDD, il est important de tenir compte de tous les enseignements tirés des divers plans de PSE. Si les expériences ont été réussies dans certains cas, dans d'autres elles n'ont pas eu une incidence visible sur le taux de déboisement, sur la conservation d'un service environnemental déterminé (eau, carbone, biodiversité) ou sur la qualité de vie des communautés locales*».

Les communautés indigènes de Chiapas ont été criminalisées, souvent par suite des plaintes d'organisations écologistes telles que Pronatura Mexique et Conservation International Mexique.

Au cours des recherches sur le terrain, Les Amis de la Terre Mexique / Otros Mundos ont constaté les dangers que ces mécanismes de marché comportent pour les communautés indigènes et paysannes, et pour les forêts. Ces dernières sont aujourd'hui un bien de grande valeur, et les peuples indigènes sont de plus en plus accusés du déboisement et du changement climatique, surtout dans les médias. Il y a eu des réinstallations et des déplacements violents près de la Réserve Montes Azules et de la Jungle de Lacandona. Les communautés affirment qu'elles ont toujours pris soin des forêts, car elles en ont besoin pour obtenir des aliments, du bois de feu et des médicaments naturels, et que le problème du changement climatique est provoqué par les sociétés industrielles. Ce qui les inquiète est que les populations rurales vont maintenant en subir les conséquences. Les Amis de la Terre Mexique / Otros Mundos sont d'avis que les autorités de l'État de Chiapas et le gouvernement fédéral utilisent le changement climatique comme prétexte pour appliquer des politiques publiques qui ne sont pas acceptées par la société en général.

Tous ces problèmes font que les communautés paysannes du Mexique ne se fient pas aux autorités agricoles et forestières; pour le moment, il n'existe pas un cadre suffisamment développé et vérifié pour l'introduction du système REDD.

Source: Amigos de la Tierra México / Otros Mundos AC / Chiapas



photographie Jessica Ciacci - Chiapas

trois ... mais redd prend forme quand même

À l'extérieur des salles de négociation, REDD prend de la vitesse, à tel point qu'il existe un risque réel que la forme qu'il est en train de prendre sur le terrain détermine ce que les gouvernements accorderont ou non dans la CCNUCC.

À l'extérieur des salles de négociation, REDD prend de la vitesse, à tel point qu'il existe un risque réel que la forme qu'il est en train de prendre sur le terrain détermine ce que les gouvernements accorderont ou non dans la CCNUCC.

La situation est chaotique aussi du fait que beaucoup d'institutions multilatérales, de pays donateurs et de fonds bilatéraux y sont impliqués. Cette situation fait que l'information sur REDD soit dispersée. Cependant, le nouvel Accord de partenariat a commencé à rassembler des informations et publié son premier «Rapport de Synthèse», ainsi que les rapports nationaux et les rapports institutionnels, en mai 2010 [REDD+ Synthesis Report, 2010].⁸

Le rapport montre bien que les activités REDD financées sont nombreuses et variées. Certaines concernent des activités de «préparation», telles que la planification, la consultation et l'évaluation de l'état actuel des forêts. Pourtant, les «activités de démonstration» et les «paiements basés sur la performance» représentent déjà 30% des fonds dépensés [REDD+ Synthesis Report, 2010 :9]. Autrement dit, le système REDD est déjà appliqué.



photographie digital vision

Incendies en Amazonie

banque mondiale: le fonds de partenariat pour le carbone forestier

La Banque mondiale a été la première à faire incursion dans REDD avec son Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FPCF), lancé en 2007, qui est censé aider les pays à «être prêts» pour REDD, et par l'établissement de quelques projets pilotes.

La Banque reste décidée à prendre la tête du financement climatique et à accroître le rôle des marchés du carbone. Bien des pays de l'Annexe 1 préféreraient aussi qu'elle gère leurs contributions car, grâce au système de gouvernement qu'elle applique («un dollar, un vote») ils peuvent contrôler ce qu'on fait avec ces fonds.⁹ Le FPCF viserait à devenir «l'entité de coordination globale de toutes les agences concernant la préparation pour REDD», tandis que le nouveau Programme d'investissements forestiers de la Banque essaierait de jouer le même rôle à l'égard de la mise en œuvre de REDD [Martone, 2010].

Trente-sept pays se sont portés candidats et ont été sélectionnés¹⁰ (mais l'engagement de quatre pays – Chili, El Salvador, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Paraguay – semble au point mort, du moins d'après le «tableau de bord» du FPCF).¹¹ Des fonds ont été engagés ou promis par la Norvège, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Japon, l'Australie, la Finlande, la Suisse, l'Espagne, le Danemark, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis. Ils totalisaient 130 millions USD en juin 2009, et 151,8 millions USD en juin 2010 [World Bank, 2010]. En juin 2010, seuls 10 % (12 955 000 USD) avaient été dépensés [REDD+ Synthesis Report, 2010].

La participation de la Banque aux pourparlers sur le changement climatique a été très critiquée par la société civile.¹² C'est peut-être la raison pour laquelle le FPCF est maintenant ouvert à la participation d'observateurs de la société civile et des peuples autochtones [REDD+ Synthesis Report, 2010]. Il a été décidé aussi d'appliquer plusieurs sauvegardes, dont le principe du consentement préalable, libre et en connaissance de cause, et des mesures pour protéger les droits des peuples autochtones. Les mécanismes de responsabilité de la Banque mondiale s'appliqueraient également: les Politiques opérationnelles (OP) concernant les évaluations environnementales (OP 4.01), les peuples autochtones (OP 4.1), les ressources physiques et culturelles (OP 4.11) et la réinstallation involontaire (OP 4.12) [GFC, non publié]. Pourtant, il est possible que ces sauvegardes soient contestées par quelques participants au REDD.

8 Une liste et des actualisations sur toute une série de fonds pour le climat, dont les fonds pour le carbone des forêts, figure aussi sur www.climatefundsupdate.org/listing.

9 Pour en savoir plus voir www.bicusa.org/en/InstitutionStructure.5.aspx

10 Argentine, Bolivie, Cambodge, Cameroun, République centrafricaine, Chili, Colombie, Costa Rica, RD du Congo, El Salvador, Guinée équatoriale, Éthiopie, Gabon, Ghana, Guatemala, Guyana, Honduras, Indonésie, Kenya, Laos, Liberia, Madagascar, Mexique, Mozambique, Népal, Nicaragua, Panama, PNG, Paraguay, Pérou, République du Congo, Suriname, Tanzanie, Thaïlande, Ouganda, Vanuatu et Vietnam.

11 Pour plus d'information et des actualisations nationales voir le «tableau de bord» de la Banque sur www.forestcarbonpartnership.org/fcp/node/283.

12 Le débat continue; voir www.foei.org/en/get-involved/take-action/call-for-world-bank-to-stay-out-of-un-climate-negotiations

trois ... mais redd prend forme quand même

banque mondiale: le programme d'investissements forestiers (fip)

Le FIP, un programme relativement récent de la Banque mondiale, qui fait partie de son Fonds stratégique pour le climat, est financé avec les fonds apportés par l'Australie, le Danemark, le Japon, la Norvège, le Royaume-Uni et les États-Unis. Il se centre sur la mise en œuvre de REDD; huit pays pilotes ont été sélectionnés (Brésil, Burkina Faso, RD du Congo, Ghana, Indonésie, Laos, Mexique et Pérou) pour recevoir du soutien, «*en se centrant sur les investissements qui seront le point de départ de changements dans le secteur forestier et dans les secteurs qui touchent aux forêts*». [REDD+ Synthesis Report, 2010]¹³

Des allocations d'un peu plus de 560 millions USD ont été promises mais, en août 2010, aucune n'avait encore été versée (alors que la performance du fonds en dépend). Cela représente en moyenne 70 millions USD pour chaque pays pilote, ce qui est considérablement plus que les 227 millions USD promis au Fonds de partenariat pour le carbone forestier¹⁴, lesquels, répartis entre 37 pays, représentent en moyenne un peu plus de 6 millions pour chacun [REDD+ Synthesis Report, 2010].

Le FIP, qui concerne en partie des opérations de prêt, a un programme plus large que celui du FCPF: il fournit du financement pour aider les pays «*à contribuer à des bénéfices multiples, tels que la conservation de la biodiversité, la protection des droits des peuples autochtones et des communautés locales, l'atténuation*

de la pauvreté et l'amélioration des moyens d'existence ruraux» [REDD+ Synthesis Report, 2010 : FIP contribution]. Il vise aussi, entre autres choses, à combattre les causes profondes du déboisement et de la dégradation des forêts, à faciliter l'augmentation de l'investissement privé dans des moyens de subsistance alternatifs pour les communautés tributaires des forêts, et à améliorer l'application de la législation et l'administration forestières [FIP contribution to REDD+ Synthesis Report, 2010]. Le FIP a créé aussi un mécanisme de subventions pour les peuples autochtones et les communautés locales [REDD+ Synthesis Report, 2010 : UK contribution].

Néanmoins, il existe des doutes quant à la méthode de sélection des pays participants et on se demande aussi si le FIP peut vraiment changer la situation, surtout si les fonds sont distribués de façon prématurée, avant que les pays aient acquis la capacité d'appliquer le système REDD. En outre, il est très inquiétant que les recommandations de la société civile sur l'inclusion de critères spécifiques concernant le respect de la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples indigènes (UNDRIP) et du consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones affectés aient été rejetées [BWP, 2010].

un-redd

Le Programme de collaboration sur REDD (UN-REDD) vise aussi à aider les pays à se préparer au système REDD. Les objectifs du projet incluent la comptabilisation du carbone stocké dans les forêts et des questions de propriété et d'occupation des forêts, entre autres choses.



Des enfants de la tribu Makushi s'amuse, forêt d'Iwokrama, Guyana

photographie Simon Rawles/Friends of the Earth

Il s'agit d'un fonds plus réduit que le FCPF et le FIP: les dépenses projetées pour la période de démarrage 2010 – 2012 s'élevaient, en mai 2010, à 49 501 650 USD [REDD+ Synthesis Report 2010 :15]. Ce fonds finance à l'heure actuelle des projets de préparation REDD en Bolivie, en République démocratique du Congo, en Indonésie, au Panama, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Tanzanie, au Vietnam et en Zambie.

13 Pour en savoir plus veuillez visiter www.climatefundsupdate.org/listing/forest-investment-program and www.climateinvestmentfunds.org/cif/node/5 et www.climateinvestmentfunds.org/cif/node/5.

14 www.un.org/esa/forests/pdf/aheg/aheg1/UN-REDD-Vahnenen.pdf.

financement bilatéral redd ¹⁵

Il existe aussi de nombreux fonds et projets bilatéraux et privés sur REDD, dont le Fonds pour l'Amazonie, le Fonds pour la forêt du bassin du Congo (Norvège et Royaume-Uni) et des initiatives bilatérales d'Australie, Danemark, Finlande, Allemagne, Japon, Norvège, Suède, Royaume-Uni, Conservation International et la Wildlife Conservation Society.¹⁶

Un des plus remarquables est l'Initiative pour le climat et la forêt de la Norvège, qui intervient avec la grosse somme de 440 millions USD par an pendant plusieurs années. Plus d'un milliard USD a été promis à l'Indonésie, et une somme équivalente au Fonds pour l'Amazonie (établi par la Banque brésilienne de développement économique et social, BNDES). D'autres sommes sont canalisées vers le Fonds pour le bassin du Congo, UN-REDD, des projets REDD en Guyana, au Mexique et en Tanzanie, et quelques activités de la société civile [Norway, 2010].

La collaboration de la Norvège avec l'Indonésie, formalisée en mai 2010, sert à montrer les difficultés qui existent à assurer

que les fonds REDD ne sont pas usurpés par les entreprises d'exploitation forestière et de plantation. L'accord est censé inclure la «*suspension pendant deux ans de toute nouvelle concession qui comporte la conversion des forêts de tourbière et des forêts naturelles*», et les fonds ne doivent pas être affectés au reboisement [Norway, 2010b]. Or, il paraît que le gouvernement indonésien est en train de faire marche arrière, peut-être à cause des fortes pressions de l'industrie qui veut sans doute éviter d'être exclue de REDD. Ainsi, le moratoire promis semble rétrécir: en août 2010, un fonctionnaire indonésien a déclaré qu'il ne porterait au départ que sur 50% des forêts [Reuters, 2010]. D'autre part, l'Indonésie souhaiterait renégocier le contrat pour inclure le reboisement [Jakarta Post, 2010]. La manière d'appliquer le moratoire fait l'objet de négociations bilatérales.

¹⁵ Pour davantage d'information sur la finance bilatérale REDD+ voir Synthesis Report 2010.
¹⁶ Voir REDD+ Synthesis Report 2010:6-7 pour plus d'information.



Plantation de Pinus radiata dans la commune de Toltén, Sud du Chili

photographie Rolando Diaz

trois ... mais redd prend forme quand même

nouvel accord provisoire de partenariat sur redd+

Il est tout à fait possible que la lenteur des négociations officielles de la CCNUCC pousse les pays pressés d'avancer au plus vite à les court-circuiter. Tel semble être le propos du nouvel Accord provisoire de partenariat sur REDD+ proposé par la Norvège et la France et lancé le 27 mai 2010 à la Conférence d'Oslo sur le climat et les forêts.

Cet accord vise à fournir un « cadre volontaire, non juridiquement contraignant... qui permette aux partenaires de formuler et de mettre en œuvre des initiatives communes REDD+ » [Norway, 2010c]. Les documents de l'accord disent qu'il soutiendra le processus de la CCNUCC et qu'il sera « remplacé par un futur mécanisme de la CCNUCC au sujet de REDD+ » [Norway, 2010c]. Pourtant, il est évident aussi que l'accord permettra aux partenaires « d'accroître les actions et les finances de REDD+, et de prendre à cette fin des mesures immédiates, dont l'amélioration de l'efficacité, la transparence et la coordination des initiatives REDD+ et des instruments financiers » [Norway, 2010c].

Autrement dit, le partenariat pourrait devenir « un processus extérieur à la CCNUCC où les activités relatives à REDD seront mises en commun et où l'on finira par atteindre le consensus sur plusieurs questions cruciales qui sont toujours en suspens dans les négociations » [Martone, 2010].

Sans doute, l'existence du partenariat éliminera ou au moins diminuera le besoin des pays participants d'arriver à un accord

REDD au sein de la CCNUCC. En outre, il pourrait établir un précédent pour d'autres questions litigieuses qui restent aujourd'hui bloquées dans la CCNUCC [Martone, 2010]. De ce fait, il risque d'affaiblir les processus démocratiques de l'ONU.

Le partenariat se développe vite mais, ces derniers temps, il s'est embourbé dans de forts différends sur des questions d'organisation et des règles d'engagement avec les représentants de la société civile et des peuples autochtones. En septembre 2010, 68 pays y étaient inscrits en tant que partenaires¹⁷ [Norway, 2010c]. La présidence en est assurée à l'heure actuelle par le Japon et la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Le partenariat a été fortement critiqué pour n'avoir pas inclus la participation de la société civile et des peuples autochtones dans sa conception et sa formulation. Des parties intéressées ont été exclues des dernières réunions, parfois parce qu'elles étaient fermées, parfois parce que les invitations ont été distribuées si tard qu'il a été impossible d'organiser les déplacements.¹⁸ Les critiques à ce sujet ont provoqué de forts désaccords entre les pays participants quant au niveau de transparence et d'inclusivité du processus.

Les documents sur la création du partenariat ne mentionnent pas non plus les droits des peuples autochtones (bien qu'ils mentionnent leur participation aux processus concernant REDD). Les questions à ce sujet n'ont reçu que des réponses évasives [Martone, 2010].



photographie Friends of the Earth

Défrichage de la forêt tropicale pour faire une plantation de palmiers à huile en Indonésie



photographie Rolando Diaz

Coupe à blanc de la forêt indigène.
Cordillère de Mawuidanche, commune de Loncoche, Sud du Chili

¹⁷ La liste des pays figure sur reddpluspartnership.org/65230/en/

¹⁸ Pour davantage d'information et pour lire un document adressé par la société civile au Partenariat provisoire sur REDD+, veuillez visiter www.fern.org/node/4824 et www.fern.org/node/4821.

les marchés volontaires du carbone

Le système REDD ne fait pas partie à l'heure actuelle du Mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto, mais il y a un débat en cours au sein de la CCNUCC sur la possibilité de le financer par le biais des marchés «obligatoires» du carbone. Les arguments contre cette option sont nombreux, car elle pourrait impliquer la privatisation des ressources naturelles, la dépendance de marchés instables et imprévisibles et le danger accru de corruption.

Pourtant, beaucoup de projets REDD sont développés en ce moment en partant de l'idée qu'ils peuvent encore générer et vendre des crédits d'émission au marché obligatoire du carbone en attendant que le système soit accepté par la CCNUCC. Lorsque cela arrivera, les vendeurs essaieront de vendre aux marchés obligatoires qui seront établis, partant de l'idée que les profits seront plus élevés [voir, par exemple, l'étude de cas sur Ulu Masen ; EcoSecurities, 2007]¹⁹.

Les marchés volontaires, beaucoup plus petits, sont séparés des mécanismes «obligatoires» fondés sur le Protocole de Kyoto. Ils donnent l'occasion à des acheteurs privés (particuliers ou entreprises qui veulent améliorer leur empreinte carbonique) d'acheter des crédits compensatoires. Ces marchés volontaires sont en train d'acheter des crédits à des initiatives telles que les projets de déboisement évité depuis le début des années 1990 [EcoSecurities, 2007].



photographie Simon Rawles/Friends of the Earth

L'extraction de bois de la forêt d'Iwokrama a été certifiée par le FSC. Seul un petit pourcentage de la forêt est concerné et cette activité est strictement contrôlée. Guyana

19 Pour plus d'information : www.green-markets.org/voluntary.htm.

quatre pourquoi si vite ? pour l'argent et l'image écologiste

REDD a été présenté comme un moyen de canaliser des dizaines de milliards de dollars par an vers ceux qui réduiraient les émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts. Le projet Ulu Masen, en Indonésie (voir étude de cas), par exemple, vise à produire 432 millions USD au cours des 30 prochaines années [Asian Green Governors' Roundtable, 2009].

Bien qu'on n'ait pas encore décidé à qui profitera et à qui non un éventuel accord sur REDD adopté par la CCNUCC, il est évident que beaucoup de pays, d'entreprises et de communautés ont l'impression qu'ils pourraient recevoir une part de ces récompenses, et cela a donné au processus REDD un élan qui n'est pas évident dans d'autres délibérations de la CCNUCC.

Or, la possibilité de profits considérables fait apparaître sur scène quelques 'poids lourds', qui risquent de désavantager d'autres participants car, possédant davantage de capital, d'expertise et d'influence ils peuvent infléchir à leur avantage le

développement de REDD en général et la conception de certains projets REDD en particulier. Ainsi, quelques projets comme, par exemple, celui de Rimba Raya en Indonésie, sont déjà décrits par leurs partenaires comme des projets 'à but lucratif'.

Il faut noter en particulier que quelques entreprises énergétiques parmi les plus grandes du monde sont en train de s'engager dans des projets de carbone. Ce rapport en décrit plusieurs, dont celui de Shell (Rimba Raya, Indonésie), BP, American Electric Power et PacifiCorp (Noel Kempff Mercado, Bolivie), et General Motors, Chevron Texaco et American Electric Power (Guaraqueçaba, Brésil). De même, Shire Pacific Offshore, un investisseur du Projet de conservation des forêts du Paraguay, possède et utilise des bateaux pour le compte de l'industrie pétrolière et gazière offshore, et sa maison mère est la principale actionnaire de la compagnie aérienne Cathay Pacific.

les sociétés pétrolières et gazières en Amérique latine

Conscientes des nombreux conflits que provoque l'extraction de pétrole, les compagnies veulent à tout prix démontrer qu'elles souhaitent compenser les dommages qu'elles causent. La stratégie REDD tombe à point : elle leur permet de se faire une image écologiste et même d'en tirer profit, tout en continuant d'élargir leurs frontières d'exploration et d'exploitation du pétrole.

BP, par exemple, extrait du pétrole dans le département de Casanare, en Colombie, depuis les années 1990, détruisant en passant les forêts et d'importantes réserves d'eau. Il s'agit là d'un des nombreux projets pétroliers mis en œuvre dans des communautés ancestrales et des territoires très prisés pour leur biodiversité.²⁰ Pourtant, la participation de BP au Projet d'action climatique Noel Kempff Mercado, en Bolivie, présenté comme un modèle pour REDD, pourrait finir par légitimer et rendre acceptables tous les ravages que l'entreprise a faits ailleurs. Le projet, soutenu aussi par les sociétés d'électricité American Electric Power et PacifiCorp, a été fortement critiqué parce qu'on ne sait pas exactement combien il avantagera le climat (les chiffres concernant les émissions de GES ont dégringolé au fil des ans), que les fuites risquent d'être beaucoup plus importantes que prévu (entre 42 % et 60 %, au lieu de 15 %), et qu'il pourrait avoir très peu d'impact puisque la Bolivie avait déjà adopté, en 1996, un code forestier qui réduisait de 75 % la superficie affectée aux concessions [Greenpeace, 2009].

On trouve un cas semblable d'investissement simultané dans REDD et dans les combustibles fossiles dans l'Amazonie brésilienne. Le gouvernement norvégien étant le principal donateur du Fonds pour l'Amazonie, la Norvège est perçue comme le principal défenseur de REDD [FoE Brazil, 2010]. Or, le gouvernement de ce pays a passé en même temps un accord avec la compagnie pétrolière étatique norvégienne Statoil et avec Petrobras, le géant pétrolier brésilien, pour la prospection pétrolière en eaux profondes. Le Premier ministre norvégien a signé les deux accords au cours d'une même visite au Brésil.

La Norvège est en train d'investir aussi dans l'extraction de bauxite et la production d'aluminium dans l'Amazonie, et la compagnie étatique norvégienne Norsk Hydro ASA vient de signer un accord qui lui donne le contrôle des mines et alumineries de Vale do Rio Doce, au Brésil. L'entreprise disposera aussi d'électricité bon marché grâce au barrage hydroélectrique de Belo Monte, qui inondera des centaines de kilomètres carrés de forêt tropicale et mettra en danger la survie des peuples autochtones du fleuve Xingú.

Source: Cardona & Avendaño, 2010.

²⁰ Pour voir la carte dressée par Oilwatch sur les activités concernant les hydrocarbures dans des zones protégées d'Asie, d'Amérique et d'Afrique veuillez visiter : www.oilwatch.org/index.php?option=com_content&task=view&id=48&Itemid=94&lang=es.

Les entreprises du secteur pétrolier ne sont pas les seules qui cherchent à se donner une image verte à travers REDD et à éviter de réduire leurs émissions. Les entreprises forestières, par exemple, sont très actives aussi. L'Organisation internationale des bois tropicaux (ITTO), une institution intergouvernementale de pays qui produisent et consomment du bois des forêts tropicales, a déjà lancé son Programme thématique sur REDD et l'amélioration des services environnementaux dans les forêts tropicales.²¹ L'ITTO participe aussi au Partenariat de collaboration sur les forêts, qui va 'collaborer' avec le programme UN-REDD.²² Or, l'ITTO a bien démontré que les intérêts de l'industrie du bois lui tiennent à cœur et elle a exercé des pressions sur les négociations de la CCNUC pour faire figurer dans le système REDD la Gestion durable des forêts (qui inclut l'exploitation forestière) et les 'forêts de production' (des plantations d'arbres en régime de monoculture) [ITTO, 2009].

D'autre part, l'ITTO contribue à financer 2,9 millions d'hectares de zones protégées [ITTO, 2002],²³ dont certaines sont considérées comme des prototypes REDD, y compris la forêt Iwokrama en Guyana [REDD Monitor, 2010]. Le Forest Stewardship Council (FSC) cherche aussi à élargir son système de certification pour y inclure REDD [FSC, 2010].

Des entreprises minières s'intéressent aussi au système REDD. Rio Tinto, par exemple, une entreprise bien connue pour ses violations des droits de l'homme et sa destruction environnementale [ILWU, 2010], présente REDD *comme un outil économique pour compenser l'empreinte carbonique de Rio Tinto*.²⁴

Pour les grandes organisations de conservation telles que The Nature Conservancy, Flora & Fauna International et Conservation International, les affaires semblent prospérer également. Ces organisations sont en train de formuler et de gérer beaucoup de nouveaux projets REDD, et on les voit souvent, comme le montrent les études de cas de ce rapport, participer à des dialogues nationaux d'où sont exclues des organisations et des communautés locales, en particulier celles qui risquent de critiquer le système.

Les consultants en finance du carbone semblent aussi s'acheminer vers une période de prospérité. McKinsey, par exemple, a demandé à la Papouasie-Nouvelle-Guinée 2,2 millions USD pour quatre mois de travail au sujet de REDD, de l'adaptation et de la planification concernant le changement climatique, et il ne s'agissait que de la première étape d'un projet à suivre [McKinsey, 2009].

shell et gazprom en rimba raya, indonésie

Le géant pétrolier Shell, tristement célèbre pour son association avec le meurtre de membres du peuple Ogoni et la destruction environnementale dans le delta du Niger (Nigeria), se précipite déjà sur REDD²⁵ Shell, la société gazière russe Gazprom et la Fondation Clinton sont en train d'investir dans le projet REDD Rimba Raya, sur 100 000 ha de forêt tropicale de tourbière qui se trouvent au Kalimantan central, en Indonésie. Le projet de compensation de carbone de Rimba Raya sera probablement une affaire en or [FoE Nigeria & IEN, 2010]. On prévoit qu'il évitera l'émission de 75 millions de tonnes de CO₂ (dioxyde de carbone) sur une période de 30 ans. À 10 USD la tonne, cela ferait 750 millions de dollars [Reuters, 2010b].

De façon générale, personne ne sait si les peuples autochtones et les communautés locales recevront une part des bénéfices des projets REDD. Les documents du projet de Rimba Raya suggèrent que même les projets éventuellement accrédités par la CCBA seront loin de l'idéal à cet égard. Le projet en question est présenté explicitement comme un projet REDD à but lucratif. En outre, s'il prévoit de fournir des avantages en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie, il n'en ressort pas qu'une partie de l'argent généré reviendra directement aux communautés elles-mêmes. La documentation du projet dit qu'une dotation de 25 millions USD sera affectée à assurer de façon permanente une série de bénéfices pour la communauté [Rimba Raya PDD, 2010]. Cela laisserait aux investisseurs un bénéfice potentiel d'environ 725 millions USD.

21 Voir le Programme de l'ITTO sur la réduction du déboisement et de la dégradation des forêts et l'amélioration des services environnementaux dans les forêts tropicales (REDDES) sur www.itto.int/files/user/TPD_ITTO_REDDES_E_public.pdf et www.itto.int/en/thematic_programme_general/.

22 Pour plus d'information voir www.un-redd.org/AboutUNREDDProgramme/Partnerships/tabid/1056/language/en-US/Default.aspx.

23 Cette réserve de 2,9 millions d'hectares se trouve dans la région de Tambopata-Madidi, sur la frontière entre le Pérou et la Bolivie. Une autre zone protégée financée par l'ITTO est la méga-réserve de 2,4 millions d'hectares des montagnes Condor, sur la frontière entre le Pérou et l'Équateur, qui est gérée par Conservation International. Voir www.itto.int/direct/topics/topics_pdf_download/topics_id=3630000&no=1&disp=inline.

24 IUCN – Rio Tinto Facilitated Workshop Summary cmsdata.iucn.org/downloads/workshop_summary.pdf. Voir aussi : "The Financial Costs of REDD : Evidence from Brazil and Indonesia" : cmsdata.iucn.org/downloads/costs_of_redd_summary_brochure.pdf.

25 Pour davantage d'information voir www.foei.org/en/what-we-do/corporate-power/global/archive/2009/shell-forced-to-settle-out-of-court.

la lutte des peuples autochtones et d'autres populations tributaires des forêts pour se faire entendre

Au cours de la ruée pour définir des projets REDD, il a été très difficile (et il l'est encore) d'obtenir que les voix des peuples autochtones et des communautés locales soient entendues, aussi bien au plan national qu'au plan international.

Le Forum international des peuples autochtones sur le changement climatique (IIPFCC) a réitéré son appel à ce que soient incluses des références explicites et fermes aux droits des peuples autochtones, à la résolution des questions foncières, aux droits concernant le carbone, et aux droits à l'autodétermination et au consentement préalable, libre et éclairé, en application, entre autres, de l'UNDRIP, avant que tout projet REDD+ n'intervienne sur leurs territoires.

Pourtant, il est possible que la CCNUCC (dans les négociations du GTS-ACL) ne reconnaisse pas explicitement le besoin d'établir, de soutenir et de promouvoir des sauvegardes fermes pour la société, l'environnement et les droits de l'homme. Si tel était le cas, le texte résultant serait faible et facile à manipuler par les entreprises et les gouvernements, et leur permettrait d'avoir accès aux fonds REDD sans avoir pris les mesures de précaution nécessaires.

Ces discussions apparemment ésotériques sur des nuances linguistiques reflètent des problèmes très réels qui apparaissent sur le terrain autour de REDD. Dans la plupart des cas étudiés dans le présent rapport, les peuples autochtones et autres doivent se battre pour participer aux consultations et à d'autres instances importantes, en dépit du fait que leur participation au système REDD et les bénéfices potentiels qu'ils en tireront aient été largement vantés. Le respect des droits de ces peuples est aussi un élément qui manque dans bien des cas. Les impacts sur leurs sociétés et leurs cultures sont aussi un élément très préoccupant.



Rencontre 'Jour des forêts', activités d'éducation environnementale dans la forêt selon la culture mapuche. Village 'lof epu rewe', commune de Loncoche, Sud du Chili

«Le système REDD, tout comme l'échange d'émissions et le Mécanisme de développement propre, a l'argent comme but principal, alors qu'en fait nous parlons d'un bien commun, qui n'appartient à personne en particulier et qui est là pour le bénéfice de tous. En plus des risques évidents de corruption qu'elle implique, cette marchandisation des ressources forestières est incompatible avec la vision du monde des cultures indigènes, car elle leur impose une culture commerciale néolibérale.»

Amigos de la Tierra México / Otros Mundos

Le cas du Paraguay est peut-être le plus prometteur, maintenant que le nouveau gouvernement de gauche s'est engagé à prendre en considération les inquiétudes des peuples autochtones et que la Coordinadora para la Autonomía de Pueblos Indígenas (CAPI) participe à l'équipe technique qui analyse REDD et UN-REDD (voir l'étude de cas sur le Paraguay).

En revanche, à Ulu Masen, en Indonésie, l'aspect participatif tant vanté et qui avait l'air si bien sur le papier a été abandonné: la consultation et la participation appropriées de la population au moment de concevoir et de mettre en œuvre le projet ont été ignorées, apparemment pour faire avancer le projet le plus vite possible. On en trouve un autre exemple en Guyana, où le gouvernement a lancé un processus de consultation censément inclusif qui, en fait, est en train de marginaliser ceux qui prennent une attitude critique à l'égard des plans gouvernementaux.

De même, les promoteurs du Projet (privé) de conservation des forêts paraguayennes sont étonnamment explicites sur leur intention de le faire avancer rapidement, sans les retards qu'impliqueraient les longs processus de consultation des peuples autochtones. Bizarrement, ils ne voient pas cela comme un empêchement pour obtenir l'accréditation de la CCBA. Le projet a été fortement critiqué aussi pour n'avoir pas respecté le non-consentement de facto des peuples autochtones qui vivent en isolement volontaire.

paraguay: l'avis des peuples autochtones doit être écouté

En août 2008, l'emprise du parti Colorado de droite, qui avait été au pouvoir au Paraguay pendant soixante ans, arriva pacifiquement à sa fin lorsque l'ancien évêque catholique Fernando Armindo Lugo -«l'évêque des pauvres»- prit ses fonctions de président. Lugo s'est engagé à donner des terres à ceux qui n'en ont pas, à combattre la corruption et à défendre les droits des peuples autochtones. Ainsi, le gouvernement a abordé avec précaution la possibilité d'appliquer le système REDD, après que les organisations de la société civile et les peuples autochtones ont manifesté des inquiétudes à ce sujet (de ce fait, la candidature du Paraguay à participer au Fonds de partenariat pour le carbone forestier de la Banque mondiale est en suspens).

Le gouvernement conservateur du Paraguay avait été très favorable à l'emploi des mécanismes du marché pour résoudre les problèmes écologiques. Cette attitude, jointe aux accaparements de terres qui avaient eu lieu pendant des années sous la dictature du général Stroessner, avait eu un effet cumulé sur les peuples autochtones et les petits agriculteurs, les expulsant de leurs terres et les laissant sans ressources [GFC & Alter Vida, 2008]. Cette tendance axée sur le marché avait été renforcée en 2006, avec l'adoption de la Loi sur l'évaluation et la rémunération des services environnementaux (Loi 3001/06, dénommée aussi Paiement de services environnementaux ou PSE), sans consultation préalable des mouvements sociaux, des peuples autochtones ni des organisations de petits agriculteurs.

Le PSE était censé promouvoir la conservation des forêts en créant un marché des services environnementaux et en récompensant les 'propriétaires terriens' paraguayens pour les services rendus par leurs terres. Il apparut que le PSE serait financé grâce aux paiements 'compensatoires' que feraient les entreprises dont les activités avaient des effets négatifs sur l'environnement à d'autres endroits du pays. Le PSE exonérait même les propriétaires terriens qui avaient enfreint la loi forestière en vigueur (la conversion de forêts est formellement interdite dans la moitié orientale du Paraguay), en leur permettant d'acheter des certificats de compensation de biodiversité [GFC & Alter Vida, 2008].

Cette 'attitude mentale' qu'impliquait le PSE ouvrit la voie au système REDD, qui fut accueilli à bras ouverts. Le gouvernement conservateur commença à discuter avec le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) de la Banque mondiale, puis avec le programme UN-REDD, d'une stratégie nationale dans ce sens. Une fois de plus il omit de consulter les peuples autochtones et les communautés locales, préférant travailler avec une poignée de grandes organisations conservationnistes, en partie étrangères, qui furent consultées au sujet de la Note d'information sur les

projets de préparation (R-PIN) présentée à la Banque mondiale en juillet 2008.

La R-PIN mentionnait bien un réseau d'organisations autochtones qui avait été consulté, mais aucun réseau de ce genre n'existe au Paraguay, et la principale coalition de peuples autochtones, *Coordinadora para la Autonomía de Pueblos Indígenas* (CAPI) n'avait pas été informée du tout de cette initiative. Alertée par les observateurs internationaux de la FCPF et les Amis de la Terre Paraguay des faussetés que contenait la R-PIN, la CAPI envoya à la Banque mondiale une lettre furieuse qui aboutit à la suspension du processus FCPF. La suspension reste en place, et le résumé qui figure dans le 'tableau de bord' de la Banque mondiale commente qu'il faudrait peut-être identifier *un partenaire autre que la BM* [World Bank, 2010b].

Le gouvernement de Lugo a déclaré qu'il garantirait la participation des autochtones à l'élaboration d'un nouveau projet avec l'ONU, et il a invité la CAPI à rejoindre l'équipe technique qui devait élaborer et formuler la stratégie sur REDD. La CAPI est maintenant un membre formel de l'équipe technique de l'UN-REDD pour le Paraguay, qui a eu plusieurs réunions et sessions de travail mais qui n'est pas encore formellement constituée [UN-REDD, 2010b].

Un projet REDD paraguayen qui éveille de fortes craintes est le Projet de conservation des forêts du Paraguay. Il s'agit d'un projet privé qui a demandé la certification de la CCBA. Les documents correspondants ont été présentés par l'ONG conservationniste Guyra Paraguay, par Swire Pacific Offshore et par le World Land Trust [CCBA, 2010]. Ce projet a été fortement critiqué par Les Amis de la Terre Paraguay / *Sobrevivencia* et par les membres paraguayens de la Coalition mondiale des forêts, parce qu'il viole la législation paraguayenne sur les droits des peuples autochtones et ignore l'UNDRIP.

En outre, la transnationale Swire Pacific Offshore (SPO) est propriétaire de bateaux qui soutiennent l'industrie pétrolière et gazière. Les principales affaires de la maison mère de Swire Pacific se font dans les secteurs de l'immobilier, de l'aviation, des boissons, des services maritimes, du commerce et de l'industrie; elle est le principal actionnaire de la compagnie aérienne Cathay Pacific, qui se vante de transporter plus de 24 millions de passagers par an [SPG, 2010], tout en déclarant son intention de devenir 'neutre en carbone' [CCBA, 2010]. On ne sait pas si elle le fera en vendant ou en fermant ses entreprises néfastes pour le climat.

Le projet comprend la zone de La Amistad et le territoire des Ishir, dans le haut Paraguay. Il touche aussi les territoires des Mbya

cinq la lutte des peuples autochtones et d'autres populations tributaires des forêts pour se faire entendre

suite

Guarani (dans et autour de La Amistad, dans la région orientale) et des Ayoreo (dans le Chaco-Pantanal). Or, le document présenté à la CCBA fait savoir très clairement que les gestionnaires du projet n'ont pas l'intention de le retarder pour obtenir le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones concernés. Par exemple, il dit: «*Pourtant, dans la pratique, les Mbyá demandent un processus complet de consultation et d'explication des notions impliquées préalable à tout engagement, ce qui va à l'encontre du programme de prise de décisions que le projet doit respecter. Une situation semblable a retardé aussi la mise en œuvre des initiatives de préparation UN-REDD*». [CCBA, 2010 :28].

Il n'y a eu aucun processus de consultation de ces peuples autochtones: les quelques réunions organisées étaient purement informatives. En fait, l'Union des Ayoreo du Paraguay (UNAP), l'Association des communautés indigènes d'Itapúa (ACIDI) et la CAPI ont explicitement rejeté le projet à l'occasion d'une réunion en août 2009. En outre, les Mbyá Guaraní affirment que tout le territoire de San Rafael (qui comprend la zone de La Amistad et les régions dont Guyra Paraguay réclame la propriété) est leur tekoha guasu, leur «grande patrie», formellement reconnue par le gouvernement du Paraguay [FoE Paraguay et al, 2010]. De même, la zone concernée par le projet au Chaco est réclamée par les Ayoreo. Le document du projet reconnaît que les principales organisations ayoreo n'ont pas donné leur consentement au projet [CCBA, 2010 :84], mais il allègue que la position des Ayoreo ne représente pas forcément un 'refus'. Or, il y a eu un refus explicite lors de la réunion de l'UNAP de juillet 2009 [Friends of the Earth Paraguay et al, 2010].

Le projet comprend aussi des terres où habitent des populations indigènes en isolement volontaire, dont les droits fonciers n'ont

pas encore été définis. La Constitution du Paraguay déclare que les revendications territoriales basées sur l'usage coutumier devraient être respectées. D'après le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, l'UNDRIP implique qu'il faut s'abstenir de faire des activités qui portent atteinte aux peuples autochtones en isolement volontaire, puisqu'il n'est pas possible de demander leur consentement: leur décision de vivre isolées doit être interprétée comme un non-consentement. Les seuls à avoir explicitement consenti au projet sont les Ishir (un des deux peuples autochtones paraguayens qui ne sont pas membres de la CAPI), mais il convient de signaler que cette approbation a été le résultat d'un processus de négociation d'une semaine seulement.

Le plus important, surtout dans la zone de La Amistad, est que le problème foncier n'a pas été réglé. Des problèmes du même genre concernant la légalité et la légitimité des titres fonciers se posent au Chaco, où l'on estime que plus de 75 % des titres de propriété sont formellement incorrects et que la plupart ont été accordés ou vendus illégalement pendant la dictature. La mise en place d'un système de paiement des services environnementaux avant de clarifier ces problèmes pourrait aboutir à des conflits graves et éventuellement violents entre les peuples autochtones et les parties intéressées non autochtones, et même entre les peuples autochtones eux-mêmes [FoE Paraguay et al, 2010].

Il est évident que ce projet est absolument contraire aux normes de la CCBA, en raison du «*conflit non résolu sur les droits de propriété et d'utilisation des terres ou des ressources*» [CCBA, 2005]. En plus, il viole la Constitution paraguayenne, l'UNDRIP et la Convention 169 de l'OIT [FoE Paraguay et al, 2010].

Source : Amigos de la Tierra Paraguay / Sobrevivencia

costa rica: le dialogue national sur redd ne souffre aucune contestation

Un processus de consultation sur REDD se déroule aujourd'hui au Costa Rica, financé par le FCPF de la Banque mondiale. Or, ce processus est très orienté vers ceux qui sont favorables au financement de REDD par les marchés du carbone. Dans un document initial figuraient les inquiétudes exprimées par le secteur autochtone et quelques organisations écologistes à l'égard d'un système exclusivement associé aux marchés mondiaux du carbone [Gobierno de Costa Rica, 2010]. De leur côté, les Amis de la Terre Costa Rica ont déclaré leur opposition catégorique à l'inclusion du programme REDD dans les mécanismes du marché et ont proposé d'analyser des options de rechange, mais cette position a été absolument ignorée dans le document final. Après le Sommet mondial des peuples sur le changement climatique de Cochabamba, les peuples autochtones ont fait connaître aussi

leur opposition à l'introduction des territoires indigènes dans le marché du carbone.

Les Amis de la Terre Costa Rica ont participé à deux réunions et on leur a fait savoir qu'il y en aurait une troisième avant de présenter le document R-PP à la Banque mondiale. Or, une recherche sur l'internet leur a révélé en juillet non seulement que le document avait été finalisé mais qu'il avait déjà été présenté dans une réunion internationale. Bref, le gouvernement costaricien a organisé des consultations sur l'ordre de la Banque mondiale et financées par celle-ci, mais ne semble pas disposé à prendre en compte les inquiétudes ou l'opposition manifestées pendant ces rencontres.

Source : Amigos de la Tierra Costa Rica / Coecoceiba

le nigeria fonce pour appliquer le système redd dans l'état de cross river

Sans participer pleinement au FCPF ni à l'UN-REDD, le Nigeria se précipite pour rattraper la foule et, en mars 2010, il a été accepté par ces deux organes en tant qu'observateur. Ses politiciens participent aussi au Groupe spécial des gouverneurs sur le climat et les forêts.

L'intention est d'inclure dans REDD+ un million d'hectares de forêt tropicale situés dans l'État de Cross River. Cette zone contient 50 % des forêts tropicales qui restent au Nigeria. Elle est l'habitat de 22 espèces de primates, dont certaines sont endémiques, comme le gorille de Cross River, et de 75 % des espèces d'arbres en danger dans le pays. Parmi les activités proposées figurent «*le carbone, les produits forestiers non ligneux, la plantation durable d'arbres et l'écotourisme*» [Cross River State Presentation, 2010].

Le gouvernement de l'État de Cross River affirme qu'il a organisé un Sommet des parties intéressées en juin 2008, qu'il a décidé un moratoire de deux ans sur l'exploitation forestière et qu'il a créé un groupe spécial à cet effet [Cross River State Presentation, 2010]. Il mentionne aussi qu'il y a «*des exemples de grande valeur de gestion communautaire des forêts*».

Il a reconnu aussi qu'il existe des problèmes: peu d'information sur REDD/PSE dans le gouvernement, faible capacité institutionnelle, pas de législation fédérale ou étatique sur REDD et le carbone, incertitudes en matière de droits fonciers et droits d'émission, faible budget pour les questions environnementales, et «*des lacunes considérables dans les plans de récolte et de commercialisation des produits non forestiers*» [Cross River State Presentation, 2010].

Les autorités locales disent qu'elles prévoient de favoriser l'engagement de la population et de faire participer la société civile au Comité de pilotage national sur REDD. Pourtant, il n'est pas évident que la société civile et les peuples autochtones de la région disposeront du temps et de l'information nécessaires pour comprendre le processus REDD et ses implications, et participer à une consultation véritable [Cross River State Presentation, 2010]. Le Comité technique national sur REDD+ a été formellement inauguré en juillet 2010. Parmi ses membres

figurent Chief Peter Ikwen (Community Forest Management, Cross River State), Surveyor Efik (Climate Change Network Nigeria) et Priscila Achapa (Women Environmental Programme) [All Africa, 2010]. Néanmoins, il existe de fortes inquiétudes quant à la vitesse avec laquelle ce comité est censé travailler et quant à la possibilité qu'il puisse vraiment faire participer et écouter les communautés et les organisations de la société civile en général. Au moment d'instaurer le Comité, le ministre lui a demandé de veiller à ce que le Nigeria participe pleinement au REDD+ dans un délai de quatre mois seulement [All Africa, 2010]. À ce rythme, il semble peu probable qu'il puisse y avoir des consultations véritables.

Beaucoup de personnes s'inquiètent déjà au Nigeria des nombreux effets potentiels négatifs que REDD risque d'avoir sur la société et l'environnement. Un série d'organisations de la société civile, dont les Amis de la Terre Nigeria / Environmental Rights Action, réunies à Calabar, au Nigeria, le 18 août 2010, en une table ronde sur la stratégie et le renforcement des capacités, ont exprimé leurs fortes préoccupations en un communiqué de presse.

Elles ont affirmé que les Nigériens pauvres qui dépendent des forêts risquent d'être expulsés de force de leur terre et empêchés d'accéder aux forêts qui sont à la base de leur culture et de leur subsistance. Elles estiment aussi préoccupant que le gouvernement n'ait pas fait participer de façon appropriée les communautés tributaires des forêts au processus de négociation sur REDD.

En outre, il n'y aurait eu dans le pays aucune évaluation d'impact environnemental sur les populations concernées par le système REDD. On dispose de très peu d'information sur REDD et sur ses répercussions potentielles dans le pays, même au sein du gouvernement. On craint également que l'intérêt du gouvernement pour ce système provienne des énormes sommes qu'il implique, et non sur ses retentissements socioculturels. Les signataires du communiqué manifestent aussi leur forte opposition à ce que REDD soit associé aux marchés du carbone et que les plantations y soient incluses, car les deux choses représentent un danger direct pour les forêts.²⁶

Les autres études de cas présentées dans ce rapport témoignent du fait que certaines organisations ont été exclues des consultations nationales sur REDD, apparemment parce qu'elles ont une attitude critique à l'égard du système ou parce qu'elles s'inquiètent de ses répercussions. Ainsi l'ont signalé, par exemple, les organisations des Amis de la Terre du Costa Rica, du Libéria [voir les études de cas] et du Mozambique [Lemos, 2010].

L'absence de consultation est un problème qui a été officiellement signalé aussi par le Groupe consultatif technique de la Banque mondiale (TAP), qui est chargé d'examiner les candidatures au

FCPF. Dans le cas de la Colombie, par exemple, le rapport du TAP dit qu'on ne voit pas comment le secteur privé ou les communautés autochtones auraient une responsabilité immédiate dans la formulation d'une stratégie REDD ni comment ils y participeraient, et que *Aucun processus de consultation n'a eu lieu encore* [GFC, 2009 :11]. L'analyse faite par le TAP du R-Pin de Panama a révélé aussi une série de déficiences et d'omissions concernant surtout les droits des peuples autochtones, qui entraînent en conflit avec la Constitution du pays [GFC, 2009:64].

²⁶ Pour plus d'information voir : www.scoop.co.nz/stories/WO1008/S00467/dont-sell-forests-groups-urge-nigerian-govts.htm.

six les problèmes fonciers et d'autres embûches

Il paraît évident que REDD a atteint les étapes de la conception et du développement, même si rien n'a été décidé au sein de la CCNUCC. De ce fait, les réalités concernant la négociation et l'établissement de projets REDD deviennent de plus en plus visibles. En particulier, les questions de propriété foncière et les désaccords surgis pendant la négociation (sur qui paie, qui en tire profit et comment seront prises les décisions) se présentent comme des problèmes essentiels.

Au Paraguay, par exemple, les critiques à l'égard du Projet de conservation des forêts paraguayennes sont axées sur le fait qu'il ne tient pas compte des profonds conflits fonciers encore non résolus [voir l'étude de cas correspondante]. Même les projets qui reconnaissent et tâchent de résoudre les problèmes fonciers risquent de ne pas y parvenir. Les

évaluations d'experts sur le projet Ulu Masen de l'Indonésie, par exemple, montrent que le système REDD représente une *nouvelle* menace pour les dispositions constitutionnelles et législatives qui protègent les droits coutumiers dans ce pays [voir l'étude de cas correspondante].

La culture dominante dans un pays risque de déterminer à quel point le système REDD peut susciter des conflits autour des droits territoriaux. Même lorsque de nouveaux droits communautaires ont été formellement introduits, comme au Libéria, les droits territoriaux peuvent continuer d'être traités *comme s'ils n'existaient pas* dans la pratique, ce qui n'augure rien de bon pour les communautés censées bénéficier de REDD [voir l'étude de cas sur le Libéria].

brésil: les impacts de guaraqueçaba sur les populations autochtones

Le projet Guaraqueçaba a été mis en œuvre il y a un peu plus de 10 ans dans le Sud-Est du Brésil pour lutter contre le réchauffement planétaire en piégeant du CO₂.²⁷ Il se compose de trois projets: les réserves de Morro da Mina, Rio Cachoeira et Serra do Itaqui. Il a été établi par The Nature Conservancy (TNC) et la Sociedade de Pesquisa em Vida Selvagem e Educação Ambiental (SPVS), avec le soutien financier de General Motors, Chevron Texaco et American Electric Power.

Les habitants traditionnels de ces territoires subissent maintenant des limitations pour se déplacer sur leurs propres terres, et beaucoup de personnes sont parties vers les villes voisines où elles vivent dans la misère. Certains ont été mis

en prison pour avoir utilisé du bois à des usages traditionnels (construction de maisons), et d'autres ont dénoncé qu'ils avaient subi des intimidations de la part de gardes-forestiers armés quand ils cueillaient des aliments [Lang, 2009].

Carlos Machado, maire de la ville voisine d'Antonina, a dit: «Antonina est une petite ville qui offre peu de possibilités de gagner sa vie à ceux qui viennent de la zone rurale, sans les compétences ni les défenses nécessaires pour vivre en milieu urbain. Ils restent dans la périphérie de la ville, dans les marais de mangrove, dans une situation irrégulière et inhospitalière. Cela crée beaucoup de problèmes sociaux pour nous... Des familles ont été déchirées par la prostitution, la drogue et l'alcoolisme. Directement ou indirectement, c'est en raison de ces projets de conservation que la population est venue ici et créé un cercle de pauvreté autour de notre ville, causant ici un problème social vraiment grave». [Interview de Mark Schapiro, Lang 2009]

Source: Amigos de la Tierra Colombia / CENSAT Agua Viva & REDD Monitor



photographie istock

Déforestation au Brésil: 60-70 % de la déforestation de l'Amazonie sont dus à l'élevage en ranch et à la culture du soja, tandis que le reste est dû à l'agriculture artisanale de subsistance

²⁷ Pour davantage d'information voir : www.nature.org/initiatives/climatechange/work/art4254.html.

le système redd au liberia: un nouveau front dans la lutte pour les droits communautaires

Le processus REDD est en train d'ajouter un front entièrement nouveau à la lutte pour les droits communautaires dans le secteur forestier du Liberia. Ce pays possède près d'un tiers des forêts qui restent dans la Haute-Guinée, en Afrique occidentale, et il rédige en ce moment un projet de préparation (R-PP) pour le présenter au FCPF de la Banque mondiale en octobre 2010.

Pourtant, malgré les discours du gouvernement et de ses alliés, Conservation International (CI) et Fauna & Flora International (FFI) sur les droits et la participation véritable des communautés, et en dépit du fait que les peuples des forêts seront sans doute très affectés par le système REDD, les communautés locales sont exclues des discussions sur REDD, dont beaucoup ont lieu au plan national. CI et FFI dirigent le processus, en engageant et en payant des experts qui ont une place privilégiée à la table de négociation. Ces organisations sont en train de formuler ou de financer des projets qui visent à renforcer l'idée que les marchés du carbone sont la solution de la diminution des forêts et pourraient augmenter les revenus du gouvernement national. Elles ne mentionnent pas certains obstacles critiques, dont la mauvaise administration des forêts, ni aucun des problèmes potentiels qui pourraient découler du manque de politiques appropriées au moment de les appliquer sur le terrain.

La gestion des forêts est très médiocre au Liberia et les lois y sont très peu respectées.²⁸ Un nouveau code forestier,²⁹ des réglementations en matière forestière³⁰ et une loi sur les droits communautaires³¹ qui vise spécifiquement à protéger les droits des communautés locales et à définir leur participation à la prise de décisions n'ont pas amélioré la situation. Les droits fonciers des communautés sont traités comme s'ils n'existaient pas. Dans d'autres secteurs, comme le secteur minier, les dispositions pour la redistribution des revenus destinés au développement des communautés en accomplissement des obligations de partage des bénéfices ont été récupérées par les élites politiques.³² Dans le domaine des ressources naturelles, le gouvernement ne s'intéresse qu'en paroles aux droits communautaires. Cette expérience laisse peu de raisons d'espérer que les éventuels revenus générés par le système REDD puissent être traités autrement.

Encore plus inquiétant est le fait que les communautés forestières sont accusées de provoquer le déboisement. Il existe un risque très réel que les futures politiques REDD et les stratégies pour les mettre en œuvre soient injustes à l'égard de ces populations et les mettent encore plus en marge de la société. La lutte pour les droits communautaires ne peut pas ne pas aboutir, mais ce nouveau front rend la victoire plus difficile.

Source: Friends of the Earth Liberia / Sustainable Development Institute

28 Sustainable Development Institute (2010). Liberia : the promise betrayed, FERN.
 29 Loi sur la réforme de la législation forestière nationale (2006) : www.fda.gov.lr/doc/finalforestrylawPASSEDBYLEGISLATURE.pdf.
 30 Réglementation 101-07 sur la participation publique : www.fda.gov.lr/doc/FDATENCOREREGULATIONS.pdf.
 31 Loi sur les droits communautaires concernant les terres boisées : www.fda.gov.lr/doc/Liberia%20Forestry%20-%20CRL%20October%202009%20-%20official.pdf.
 32 FoE Europe et Liberia (2010). Working for Development : ArcelorMittal's mining operations in Liberia, <http://www.foei.org/en/resources/publications/pdfs/2010/working-for-development-arcelormittal2019s-mining-operations-in-liberia/view>.



Au premier plan, coupe rase d'eucalyptus ; au fond, plantations de Pinus radiata et d'eucalyptus, ainsi que des chemins de vidange ouverts dans la forêt indigène. Cordillère de Mawuidanche, commune de Loncoche, dans le Sud du Chili

sept les 'fuites' et les plantations: deux problèmes épineux

Au bout du compte, la question principale au sujet de REDD sera probablement de savoir s'il réduit vraiment ou non les émissions de gaz à effet de serre (et, pour la planète, la question principale sera de savoir combien de temps les gouvernements vont attendre pour y répondre). En raison du haut risque de 'fuites' (si la demande de produits forestiers et agricoles reste forte, le déboisement continuera mais à un endroit différent), il est possible que REDD ne parvienne pas à faire diminuer les émissions.

Un débat se fait jour aussi sur la possibilité que REDD ne soit efficace qu'au niveau national, en raison des fuites que comporteraient les projets REDD 'sub-nationaux' et du fait que le carbone peut être piégé et stocké aussi par des écosystèmes non forestiers qui, eux aussi, ont besoin d'être protégés. Ceci pourrait être utilisé pour justifier que l'on paie des pollueurs existants -les entreprises forestières, les producteurs d'huile de palme et les agro-industries- pour qu'ils ne polluent pas. Néanmoins, cette approche est extrêmement complexe en raison des difficultés éthiques et pratiques qu'elle comporte.

Le cas d'Ulu Masen, en Indonésie, en est un exemple qui a été très étudié. Bien qu'il y ait un moratoire en place sur l'exploitation forestière à Aceh, les experts sont d'avis que la probabilité de fuites est plus élevée que prévu par les défenseurs du projet. Certains rapports de recherche disent maintenant que, si le projet d'Ulu Masen risque d'avoir quelque valeur en lui-même (surtout comme moyen de conserver un écosystème de forêt tropicale très riche en biodiversité), il risque aussi de n'avoir *aucun* effet sur les émissions de gaz à effet de serre de l'Indonésie. À moins de s'attaquer à la demande de bois

et de produits agricoles, il y aurait là un problème primordial pour REDD, puisqu'il faut bien que les produits proviennent de quelque part.

«Des données récentes sur l'Indonésie suggèrent qu'un tiers des émissions de gaz à effet de serre dues au déboisement ont leur origine dans des zones qui ne sont pas définies officiellement comme des 'forêts'. Si l'on tient compte des émissions de carbone provenant de l'extérieur des forêts officielles, il devient évident qu'il n'y a pas de réduction nette des émissions en Indonésie» [c'est nous qui soulignons ; ASB, 2010].

Un problème associé est celui des plantations : les principes opérationnels de REDD permettent-ils de considérer les plantations comme des forêts (en partie, pour faciliter une approche 'de niveau national')? L'Indonésie, par exemple, serait en train d'examiner la possibilité d'inclure les plantations de palmiers à huile dans le système REDD [Reuters, 2010c].

Si tel est le cas, les forêts anciennes (qui piègent au moins cinq fois plus de carbone que les plantations [Palm et al, 1999]) pourraient être remplacées par des plantations d'arbres en régime de monoculture qui seraient probablement récoltées quelques années plus tard. Les fortes pressions exercées par l'industrie des plantations font que cette possibilité reste très présente dans les négociations de la CCNUCC. De même, l'adoption d'une législation sur le système REDD qui permette la Gestion forestière durable dans des pays comme l'Indonésie risquerait d'avoir un résultat semblable.

indonésie : les 'fuites' et le projet pour l'écosystème d'ulu masen en aceh

S'agissant de l'initiative volontaire la plus avancée mise en œuvre aujourd'hui en Indonésie, le Projet pour l'écosystème d'Ulu Masen est très utile au moment de voir ce que REDD signifie vraiment dans la pratique. Il faut dire avant tout que, malgré la forte publicité sur la démarche participative du projet, la pratique est restée loin de la théorie: la consultation et la participation de la communauté à la conception et la mise en œuvre du projet ont été omises, apparemment pour le faire avancer le plus rapidement possible. En plus, il existe des tensions évidentes entre les parties impliquées, c'est-à-dire les gouvernements national et régional et le secteur privé. En outre, il apparaît qu'Ulu Masen servirait à mettre en place une version

de REDD+ qui inclurait de payer les entreprises de plantation de l'Indonésie et pour justifier que l'on fasse de même ailleurs.

L'écosystème d'Ulu Masen est riche en biodiversité et fournit de l'eau à deux millions de personnes. Pourtant, ses forêts comprennent aussi des feuillus tropicaux de grande valeur, tels que le *semaram*, le *merbau*, le *kruing* et le *meranti*, et ses sols sont riches en charbon et en ressources minérales: de l'or, du cuivre et du minerai de fer. En Aceh, le déboisement est provoqué surtout par l'exploitation forestière, la construction de routes et d'infrastructures, et la plantation de palmiers à huile et d'hévéas [CCBA, 2007 :20].

suite

En juillet 2008, Carbon Conservation, une société australienne d'échange de carbone, a passé un accord avec le gouvernement d'Aceh pour protéger 750 000 hectares de forêt de l'écosystème d'Ulu Masen, dans le Nord de la région. Il s'agit d'un projet en deux étapes, dont le but est de qualifier pour obtenir des crédits REDD après 2012. En attendant, le projet vendrait des crédits sur les marchés volontaires [CCBA, 2007 :40].

Le projet d'Ulu Masen est soutenu aussi par Flora & Fauna International (FFI), et la Bank of America Merrill Lynch a accordé d'y investir 9 millions USD. Les promoteurs du projet affirment qu'il réduira le déboisement de 85 % [CCBA, 2007 :40], et qu'il générera 432 millions USD au cours des 30 prochaines années [Asian Green Governors' Roundtable, 2009].

Selon l'accord de vente et de commercialisation signé en juillet 2008, 30 % des crédits générés seront réservés à la gestion des risques (pour prendre en compte les éventualités de permanence et de fuites), et les 75 % restants seront vendus. Après avoir rémunéré un «percepteur» chargé d'administrer l'argent, 15 % des fonds restants seront payés à Carbon Conservation pour le travail de marketing et 85 % seront versés sur le compte du projet pour être distribués aux communautés locales [Ulu Masen Ecosystem Project Sales and Marketing Agreement, 2008].

Les habitants de la zone du projet d'Ulu Masen et des zones adjacentes sont près de 130 000, et 61 *mukims* (villages) seront affectés. Comme l'expliquent les documents du projet, bien que la plupart de la surface du projet soit occupée par une forêt domaniale (*hutan negara*), il y risque fort d'y avoir des conflits fonciers si les communautés n'y participent pas comme il faut, parce qu'elles considèrent déjà les forêts adjacentes comme des territoires traditionnels ou coutumiers [CCBA, 2007 :14].

Le projet, qui a été conçu en tenant compte de tout cela, est censé contribuer au développement socio-économique durable et à la conservation de la biodiversité. Les zones préalablement affectées à l'exploitation forestière seront reclassées en tant que forêts de protection ou comme zones de production limitée et de faible impact gérées par la communauté, et tout le projet sera surveillé. Le gouvernement d'Aceh souhaite restructurer les lois et les méthodes forestières de la région, et faire participer les communautés locales à la prise de décisions concernant l'usage des terres, y compris la détermination des limites et les modes d'utilisation. Il prévoit de mettre en place une structure de gestion multi-parties [Anderson & Kuswardono, 2008 :13], et d'appliquer une méthode participative et transparente pour le partage des avantages [CCBA, 2007 :56].

Le gouvernement affirme que le projet d'Ulu Masen est bien avancé et il dit qu'il a entamé un processus de consultation avec les leaders des *mukims*, désigné et formé des gardes

forestiers, encouragé une planification participative de l'usage de la terre, produit et distribué de l'information sur REDD, et constitué une équipe de travail spéciale. Le consentement préalable, libre et éclairé et la distribution des fonds font l'objet de discours fermes, et les rapports du projet signalent qu'il y a eu de nombreuses consultations de la population avant la signature de l'accord. Parmi les prochains pas prévus figure apparemment l'établissement de «*mécanismes pour augmenter la sécurité foncière des communautés voisines de la forêt*» et la mise en place de «*paiements d'incitation justes, équitables et transparents*» [GCF, 2010].

Pourtant, les communautés concernées ne semblent pas voir le projet sous un jour aussi favorable. On se demande combien d'entre elles savaient vraiment ce qu'on était en train de signer en leur nom et si elles sont au courant de la manière dont seront distribués les profits. En outre, à l'occasion de la réunion de l'équipe spéciale de la GCF avec les parties intéressées, organisée à Banda Aceh en mai 2010, le Forum de la société civile d'Aceh pour la souveraineté a publié un communiqué de presse où il déclarait que le principe du consentement préalable, libre et éclairé avait été violé : de leur point de vue, REDD serait en train de devenir une nouvelle «initiative élitiste» [McCulloch, 2010].

Les évaluations d'experts du projet d'Ulu Masen sont aussi accablantes. Elles concluent que la consultation et la participation des communautés a été au mieux inégale, et que le REDD représente un nouveau danger pour les droits fonciers communautaires.

Une de ces évaluations remarque que la consultation adéquate a été sacrifiée au nom de la rapidité: «*La mise en œuvre rapide du projet et la hâte de montrer des résultats ont abouti à des compromis considérables en matière de consultation et de participation des communautés. Des décisions et des arrangements fondamentaux ont été adoptés sans le plein consentement de la population... Il est prévu de consulter les communautés à mesure que le projet avance, mais on n'a pas cherché à obtenir leur consentement préalable, libre et en connaissance de cause*» [Clarke, 2010].

Une autre signale que «*les dispositions constitutionnelles et législatives qui protègent les droits coutumiers (adat) en Indonésie ont été subordonnées à l'intérêt national, à une idée vague du développement et au droit de contrôle étatique qui figurent dans plusieurs lois et réglementations concernant la terre et les forêts, ainsi que dans une récente réglementation sur REDD*» [Dunlop, 2009].

La manière dont seront gérés les conflits est aussi une source d'inquiétude. Les conflits dans et entre les communautés bénéficiaires du projet seront probablement un problème,

sept les 'fuites' et les plantations: deux problèmes épineux

suite

surtout parmi ceux qui reconnaissent la propriété coutumière et ceux qui ne la reconnaissent pas. On se demande aussi par quels moyens on veillera au respect des normes et, en particulier, s'il y aura des gardes armés pour protéger les forêts d'Ulu Masen [ABC, 2008].

La manière dont seront distribués les fonds REDD dans la pratique est une source de préoccupation supplémentaire, du moment qu'il y aura un seul représentant communautaire (désigné par le gouverneur d'Aceh) dans le comité de pilotage, pour représenter les 61 *mukims*.

Le risque de 'fuites' est encore un problème: la documentation du projet le reconnaît mais l'estime à 10 % uniquement, affirmant que la 'réserve pour la gestion des risques', jointe à la gestion communautaire durable de la forêt et à la possibilité de produire du bois suffiront à le résoudre [CCBA, 2007 :53]. Il est vrai que la moratoire sur l'exploitation forestière adopté en 2007 par le gouvernement d'Aceh rend improbables les fuites dans la zone du projet, mais il reste fortement probable que cette exploitation s'intensifie dans la province voisine de Sumatra du Nord, ou que l'extraction clandestine augmente à l'extérieur de la zone du projet. Comme l'a commenté un chercheur, «*Les projets REDD ne peuvent s'opposer aux moteurs du déboisement dans le paysage en général, parce qu'ils fonctionnent à une échelle plus petite. En revanche, le risque de fuites y est élevé*» [REDD Monitor, 2010b].

En fait, tout le débat sur REDD en Indonésie semble se tourner vers la considération de l'éventualité d'appliquer une approche par paysage. Le même document se montre très favorable à l'application d'une «*approche de conservation au niveau du paysage*», car «*l'initiative [d'Ulu Masen] ne réduira pas de façon significative le déboisement dans le Nord de Sumatra et aura peu de répercussion sur la conservation des orangs-outangs, premièrement parce qu'une bonne partie des forêts de la zone du projet REDD proposé sont déjà protégées du fait de leur inaccessibilité, et deuxièmement parce que la plupart des forêts de plaine de Sumatra resteront extérieures au projet et seront exposées à l'expansion combinée des plantations de palmier à huile et des réseaux routiers*» [Gaveau et al, 2010].

Le rapport dit ensuite que «*La conservation au niveau du paysage présentée dans le document de l'ERL [Environmental Research Letters] met fin au développement des plantations de palmier à huile et à la construction de routes à l'extérieur des zones protégées reconnues en dédommageant directement les propriétaires terriens tels que les entreprises et les petits agriculteurs. Cette approche permet aussi d'éviter les fuites en obtenant un accord de conservation pour toutes les forêts qui restent dans la province*» (c'est nous qui soulignons) [Gaveau et al, 2010]. Néanmoins, les auteurs reconnaissent les complexités

inhérentes: «*Il est difficile de déterminer qui doit recevoir une compensation et de négocier des arrangements transparents et efficaces pour effectuer les paiements, surtout parce que les droits d'usage de la terre et la juridiction gouvernementale ne sont pas clairs en Indonésie*». Et ils ajoutent: «*L'obstacle principal à la mise en œuvre de l'approche par paysage est peut-être que les prix des compensations de carbone risquent d'avoir du mal à concurrencer les prix des produits agricoles, comme par exemple celui de l'huile de palme. La demande de produits agricoles ne disparaîtra pas*» [Gaveau et al, 2010].

Il se peut que le passage du système REDD par projets à un autre par paysage soit déjà en train de se faire en Indonésie. Par exemple, le gouvernement indonésien a déjà introduit la gestion forestière durable (qui peut inclure les plantations) dans ses normes nationales sur REDD, sans attendre que cela ait été accordé à la CCNUCC [GFC, 2009]. Une mise au point récente sur Ulu Masen mentionne aussi «*une approche subnationale provisoire avec des normes et des critères nationaux*» [GoA, 2010].

Il existe aussi le risque que les fonds REDD générés par le projet d'Ulu Masen (y compris ceux qui pourraient provenir des activités de reboisement/plantation) soient réinvestis et encouragent encore la production d'agrocarburants [CCBA, 2007 :42].

Le projet d'Ulu Masen devra être surveillé de près: sa mise en œuvre aura d'énormes répercussions, non seulement sur les peuples autochtones concernés mais pour tous les peuples tributaires des forêts de l'Indonésie.

Source: Friends of the Earth Indonesia / WALHI



Exploitation du bois, Indonésie

huit redd et le commerce du carbone | conclusions

“Le système REDD est l’initiative la plus labyrinthique dans le manège autour du carbone. Il comporte des incertitudes scientifiques, des défis techniques, des types d’avantages hétérogènes et non contigus, des garanties de performance sur plusieurs décades, des problèmes fonciers locaux, un énorme potentiel pour les manigances, et le risque que des arnaqueurs deviennent immensément riches sans que les émissions ne varient du tout”. (Stuart, 2009)

ÉIl est d’importance vitale que REDD ne soit pas associé aux marchés du carbone, et ce pour plusieurs raisons.

Pour commencer, le commerce du carbone ne fonctionne pas. Il n’est pas en train de se traduire par la réduction urgente des émissions qui serait nécessaire pour éviter un changement climatique catastrophique; il ne génère pas les incitations promises pour qu’on investisse dans des technologies nouvelles moins polluantes; il s’agit d’une approche dangereusement peu stratégique pour faire la transition vers une économie à faible émission de carbone.

D’autre part, les projets d’échange d’émissions dépendent de la compensation, un mécanisme controversé, inefficace et de plus en plus discrédité. Combinés avec le système REDD,

conclusions

Bien que le plan du système REDD n’ait pas encore été décidé au sein de la CCNUCC, la course pour l’appliquer a bien démarré et les investisseurs (banques, entreprises énergétiques, négociants en carbone) s’y sont pleinement engagés, en quête d’opportunités lucratives.

Cela fait naître la désagréable possibilité que les négociateurs gouvernementaux se contentent d’adopter une version de REDD susceptible d’englober les projets existants. Or, la situation permettrait aussi aux gouvernements d’examiner rapidement les répercussions potentielles de ce qu’ils sont sur le point d’approuver, afin de monter un mécanisme vraiment efficace et équitable qui puisse vraiment stopper le déboisement, à la différence des projets REDD actuellement proposés, qui incluent les plantations et le marché d’émissions en tant que source de financement. Certains gouvernements commencent à s’engager sur cette voie, mais ils sont pour l’instant minoritaires. Il est indispensable que leurs opinions, aussi bien que les conclusions de la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la terre-mère organisée à Cochabamba en 2010, soient prises en compte³⁴.

Les solutions pour atténuer le changement climatique et pour s’y adapter ne doivent pas être fondées sur des outils susceptibles d’entraver les vraies solutions au problème du changement climatique, et de déplacer des peuples de leurs territoires traditionnels. Elles ne doivent pas non plus devenir un moyen rapide et «écologique» pour enrichir les banques et les entreprises à base de combustibles fossiles et leur permettre d’améliorer

ils permettraient de dissimuler que les pays développés ne tiennent pas leur promesse d’aider les pays en développement à lutter contre le changement climatique.

En outre, le prix du carbone, comme celui de toute autre marchandise, est instable et imprévisible. Le marché de carbone risque d’aboutir à une crise comme celle des ‘subprimes’ hypothécaires. Il serait très peu souhaitable que l’avenir de REDD ou de tout autre système destiné à atténuer le changement climatique dépendent du fait que le prix du carbone puisse concurrencer celui d’autres produits, comme par exemple celui de l’huile de palme.³³

Or, bien des projets REDD semblent viser spécifiquement à générer d’excellents profits grâce au commerce du carbone une fois que le système sera approuvé à l’ONU (à condition que le prix des crédits REDD augmente beaucoup par rapport à celui qu’on obtient aujourd’hui dans le marché volontaire du carbone). Le cas d’Ulu Masen en Indonésie en est un exemple, et le gouvernement de ce pays semble avoir anticipé la conclusion des pourparlers de la CCNUCC en adoptant une législation nationale sur la mise en œuvre de REDD qui prévoit la ‘gestion durable des forêts’ (plantations comprises) et permet la vente de crédits sur les marchés du carbone [GFC, 2009].

leur image environnementale. Il y a bien d’autres manières de mettre en place des mécanismes pour réduire le déboisement, par exemple en investissant dans des programmes nationaux et des infrastructures destinés à soutenir directement des méthodes basées sur les droits, pour la conservation des forêts, la régénération naturelle et la restauration des écosystèmes.

Toute nouvelle approche de l’arrêt du déboisement doit comporter indispensablement les éléments suivants : diminuer la demande de produits agricoles et ligneux ; revoir la définition de forêt pour que les plantations en soient exclues ; veiller à ce que tout programme de ce genre -dans la mesure où il devra être financé- soit basé sur le financement public et le remboursement de la dette du carbone. Un tel mécanisme devrait récompenser ceux qui ont déjà conservé leurs forêts, et partir de l’expérience des peuples autochtones du monde qui savent déjà comment gérer les forêts et les exploiter durablement, et dont les droits ont été reconnus par l’UNDRIIP. Il y a là de nombreuses leçons à apprendre.

Après tout, l’objectif final est d’atténuer le changement climatique, et non de gagner de l’argent. Les gouvernements ont été chargés de créer des économies à faible émission de carbone, et non de nouveaux marchés d’émissions.

³³ Pour lire deux autres critiques plus détaillées du commerce du carbone veuillez visiter : www.foe.co.uk/news/carbon_trading_21807.html et www.foe.org/pdf/SubprimeCarbonReport.pdf.

³⁴ Conclusions de Cochabamba : pwccc.wordpress.com.

glossaire & références

Pour trouver le glossaire de la CCNUCC veuillez visiter:

unfccc.int/essential_background/glossary/items/3666.php.

Une liste utile de termes concernant le système REDD est disponible dans le Guide de l'UNU-IAS, Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation de la forêt dans les pays en voie de développement (REDD): un guide à l'usage des populations autochtones,

www.unutki.org/downloads/File/Publications/REDD_Guide_FR.pdf.

AGF Groupe consultatif de haut niveau sur le financement de la lutte contre le changement climatique

AWG-KP Groupe de travail spécial sur le Protocole de Kyoto (GTS-PK)

AWG-LCA Groupe de travail spécial sur l'action coopérative à long terme (GTS-ALT)

CAPI Coordinadora para la Autonomía de Pueblos Indígenas

CCBA Alliance Climat, Communauté et Biodiversité

COMIFAC Commission des forêts d'Afrique centrale

COP Conférence des Parties (CdP)

FCFP Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FPCF)

FIP Programme d'information sur les forêts

FoE Les Amis de la Terre

FoEI Les Amis de la Terre International

FSC Forest Stewardship Council

GFC Coalition mondiale des forêts

ITTO Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT)

LULUCF Utilisation des sols, changement d'affectation des sols et foresterie

PES Paiement de services environnementaux

REDD Réduction des émissions liées au déboisement dans les pays en développement

R-PIN Note d'information sur le projet de préparation

R-PP Plan de préparation pour REDD

SFM Gestion durable des forêts

TAP Groupe consultatif technique

UNAP Unión de Nativos Ayoreos de Paraguay

UNDRIP Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones

UNFCCC Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)

UN-REDD Programme de collaboration sur REDD des Nations unies

références

ABC – Australian Broadcasting Corporation (2008). Carbon scheme will help save Aceh forest, ABC Rural News, Australie, 11 avril, www.abc.net.au/rural/news/content/200804/s2214030.htm.

All Africa (2010). Nigeria: Strategising in Readiness for REDD, All Africa, 18 juillet, allafrica.com/stories/201007191283.html.

Anderson, P. & Kuswardono, T. (2008). Report to Rainforest Foundation Norway on Reducing Emissions from Deforestation and Degradation in Indonesia, Rainforest Foundation, Norvège, www.regnskog.no/html/722.htm.

ASB (2010). Reducing emissions from deforestation, inside and outside the 'forest', Policy Brief No 16, ASB Partnership for the Tropical Forest Margins, www.asb.cgiar.org.

Asian Green Governors' Roundtable (2009). Supporting Rural Development and Improved Environmental Management through Reduced Emissions from Deforestation and Forest Degradation (REDD), dossier d'information fourni par ADB et Carbon Conservation à l'Asian Green Governors' Roundtable, novembre, www.gms-eoc.org/Event/docs/GovernorsREDD/Background.pdf.

BWP – Bretton Woods Project (2010). Update on the Climate Investment Funds, juillet, www.brettonwoodsproject.org/art-566530.

Cardona D.A. & Avendaño T.R. (2010). El que peca y reza empata. Industrias extractivas y REDD: legitimando la explotación y la destrucción, 6 juillet, www.censat.org/noticias/2010/7/15/El-que-pecar-y-reza-empata (en espagnol).

CCBA (2005). Climate, Community and Biodiversity Project Design Standards (1^e édition), Climate, Community and Biodiversity Alliance, Washington DC, mai 2005. www.climate-standards.org/english-draft.cfm.

CCBA (2007). Reducing Carbon Emissions from Deforestation in the Ulu Masen Ecosystem, Aceh, Indonesia: A Triple-Benefit Project Design Note for CCBA Audit, www.climate-standards.org/projects/files/Final_Ulu_Masen_CCBA_project_design_note_Dec29.pdf.

CCBA (2010). The Paraguay Forest Conservation Project. Reduction of GHG emissions from deforestation and forest degradation in the Paraná Atlantic and Chaco-Pantanal Ecosystems, Guyra Paraguay, Swire Pacific Offshore, and the World Land Trust, avril 2010, www.climate-standards.org/projects/.

Clarke R.A. (2010). Moving the REDD Debate from Theory to Practice: Lessons Learned from the Ulu Masen Project, Law, Environment and Development Journal 6(1): 36, www.lead-journal.org/content/10036.pdf.

CJN – Climate Justice Now (2010). Civil Society to UN Advisory Group on Climate Finance: You Are 'On the Wrong Track', 7 octobre, www.climate-justice-now.org/civil-society-to-un-advisory-group-on-climate-finance-you-are-%E2%80%98on-the-wrong-track%E2%80%99/.

Cross River State Presentation (2010). Status of Forest Carbon in Cross River State: the journey so far, présentation PowerPoint d'Odigha Odigha, président, Cross River State Forestry Commission, Nigeria, 18 mai, [www.gcftaskforce.org/documents/May_Aceh/Day_1_2/Cross%20River%20State%20Presentation%20\(May%2018%202010\).pdf](http://www.gcftaskforce.org/documents/May_Aceh/Day_1_2/Cross%20River%20State%20Presentation%20(May%2018%202010).pdf).

Dunlop J. (2009). REDD, Tenure and Local Communities: A Study from Aceh, Indonesia, Jane Dunlop, International Development Law Organization, www.idlo.int/DOCNews/400doc.pdf.

EcoSecurities (2007). Policy Brief: REDD Policy Scenarios and Carbon Markets, EcoSecurities, décembre, [www.ecosecurities.com/Assets/23864/pubs%20-%20redd%20policy%20brief%20ecosecurities%20\(background%20version\)_je%20v1.pdf](http://www.ecosecurities.com/Assets/23864/pubs%20-%20redd%20policy%20brief%20ecosecurities%20(background%20version)_je%20v1.pdf).

FIELD (2010). Foundation for International Environmental Law and Development, REDD-plus briefing paper for Tianjin, 4-9 octobre, www.field.org.uk/news/new-redd-plus-briefing-paper-tianjin.

FSC (2010). Forests and Climate Change, page web du Forest Stewardship Council, consultée le 10 octobre 2010, www.fsc.org/ccstatement.html.

FoE Brazil (2010). REDD y El futuro de los Bosques: Una opción por el ambientalismo de mercado? NAT-Friends of the Earth Brazil. www.natbrasil.org.br/Docs/publicacoes/cartilhareddweb.pdf.

FoE Costa Rica (2009). Coeçoceiba; AsoNgöbogue, 2009. Los Ngöbes y el Bosque. San José: Coeçoceiba, coeçoceiba.org/?s=Los+Ng%C3%B6bes+y+el+Bosque.

FoE Europe and Liberia (2010). Working for Development: ArcelorMittal's mining operations in Liberia, <http://www.foei.org/en/resources/publications/pdfs/2010/working-for-development-arcelormittal2019s-mining-operations-in-liberia/view>.

FoEI (2008). REDD myths: a critical review of proposed mechanisms to reduce emissions from deforestation and degradation in developing countries, Friends of the Earth International, décembre, www.Friends of the Earthi.org/en/resources/publications/pdfs/2008/redd-myths/at_download/file.

FoE Nigeria & IEN (2010). Shell bankrolls REDD: Indigenous Peoples and environmentalists denounce, Friends of the Earth Nigeria/Environmental Rights Action et Indigenous Environmental Network, communiqué de presse, 7 septembre, www.redd-monitor.org/2010/09/08/indigenous-environmental-network-and-friends-of-the-earth-nigeria-denounce-shell-redd-project/#more-5621.

FoE Paraguay *et al* (2010). Letter to CCBA, envoyée par Simone Lovera, Global Forest Coalition, au nom des membres paraguayens de la coalition (dont Friends of the Earth Paraguay), 21 juillet 2010, www.climate-standards.org/projects/ (voir 'commentaires').

Gaveau D.L.A., Wich S., Epting J. *et al* (2010). The future of forests and orangutans (*Pongo abelii*) in Sumatra: predicting impacts of oil palm plantations, road construction, and mechanisms for reducing carbon emissions from deforestation. *Environmental Research Letters* 4 (juillet – septembre 2009) : 034013, iopscience.iop.org/1748-9326/4/3/034013/fulltext.

GFC (non publié). REDD and Indigenous Peoples: a toolkit to avoid negative impacts, Global Forest Coalition, première version en cours de révision, 17 avril.

GFC (2009). REDD realities: How strategies to reduce emissions from deforestation and forest degradation could impact on biodiversity and Indigenous Peoples in developing countries, Global Forest Coalition, 2009, www.globalforestcoalition.org/img/userpics/File/publications/REDD-Realities.pdf.

GFC & Alter Vida (2008). Life as Commerce: the impact of market-based conservation on Indigenous Peoples, local communities and women, par Global Forest Coalition, CENSAT Agua Viva, COECOCEIBA, EQUATIONS, Alter Vida, Timberwatch Coalition, octobre, www.globalforestcoalition.org/img/userpics/File/publications/LIFE-AS-COMMERCE2008.pdf.

GoA – Government of Aceh (2010). Ulu Masen REDD Project, présentation Power Point, avec le soutien technique de Fauna & Flora International, à la 3e réunion de GCF et Parties prenantes (Governors' Climate and Forests Task Force) 20 mai, [www.gcftaskforce.org/documents/May_Aceh/Day_3/Aceh%20and%20FFI%20Ulu%20Masen%20Presentation%20\(May%202020%202010\).pdf](http://www.gcftaskforce.org/documents/May_Aceh/Day_3/Aceh%20and%20FFI%20Ulu%20Masen%20Presentation%20(May%202020%202010).pdf).

Gobierno de Costa Rica (2010). Propuesta para preparación del Readiness (R-P) Costa Rica. Presentada al Forest Carbon Partnership Facility. San José: Fonafifo, 79 p., www.fonafifo.com.

Greenpeace (2009). Carbon Scam: Noel Kempff Climate Action Project and the Push for Sub-national Forest Offsets, Greenpeace, 15 octobre, www.greenpeace.org/usa/en/media-center/reports/carbon-scam-noel-kempff-clima/.

Holman F., Rivas L., Pérez E. *et al* (2008). The beef chain in Costa Rica: Identifying critical issues for promoting its modernization, efficiency, and competitiveness. F. Holmann, L. Rivas, E. Pérez, C. Castro, P. Schuetz et J. Rodriguez, Centro Internacional de Agricultura Tropical (CIAT) et International Livestock Research Institute (ILRI), *Livestock Research for Rural Development* 20 (4), www.lrrd.org/lrrd20/4/holmb20051.htm.

ILWU – The International Longshore and Warehouse Union (2010). Rio Tinto: A Shameful History of Human and Labour Rights Abuses and Environmental Degradation Around the Globe, San Francisco, USA, posté sur le site web du London Mining Network, 20 avril, londonminingnetwork.org/2010/04/rio-tinto-a-shameful-history-of-human-and-labour-rights-abuses-and-environmental-degradation-around-the-globe/.

ITTO (2002). Not by thoughts alone, www.itto.int/direct/topics/topics_pdf_download/topics_id=3630000&no=1&disp=inline (distribué pendant la CdP 15 de la CCNUCC à Copenhague).

ITTO (2009). REDD and production forests in the tropics, propositions de modification du texte de négociation sur REDD (document distribué pendant les négociations de la CCNUCC en 2009).

Jakarta Post (2010). Ministry wants money for planting trees, 26 August, Adianto P. Simamora, Jakarta Post, www.thejakartapost.com/NEWS/2010/08/16/MINISTRY-WANTS-MONEY-PLANTING-TREES.HTML.

Lang C. (2009). Injustice on the carbon frontier in Guaraquecaba, Brazil, 6 novembre, www.redd-monitor.org/2009/11/06/injustice-on-the-carbon-frontier-in-guaraquecaba-brazil/.

Lemos A. (2010). Conversation de l'auteur de ce rapport avec Anabel Lemos de Justicia Ambiental!, 29 septembre, Salima, Malawi.

Martone F. (2010). The emergence of the REDD Hydra: An analysis of the REDD-related discussions and developments in the June session of the UNFCCC and beyond, Forest Peoples Programme, juillet, www.forestpeoples.org/documents/forest_issues/redd_hydra_unfccc_jul10_eng.pdf.

McCulloch L. (2010). The importance of governance to REDD+ activities: Lessons from Ulu Masen, présentation Power Point à l'Atelier d'experts sur l'engagement des organisations japonaises dans REDD+: Progrès, Plans et Opportunités, au 2e Forum International pour l'Asie et le Pacifique durables (ISAP2010), www.iges.or.jp/jp/news/event/isap2010/pdf/day1/McCulloch.pdf.

McKinsey (2009). Memorandum to the Government of Papua New Guinea's Office of Climate Change and Environmental Sustainability, Supporting the Development of PNG's National REDD and Climate Change Plans, Draft Project Proposal, 5 juin, pngexposed.files.wordpress.com/2010/09/png-proposal.pdf.

Norway (2010). What does the Norwegian Climate and Forest Initiative finance?, site web du gouvernement de la Norvège consulté le 10 octobre 2010, www.regjeringen.no/en/dep/md/Selected-topics/climate/the-government-of-norways-international-what-do-we-finance.html?id=557700.

Norway (2010b). Norway-Indonesia REDD+ Partnership - Frequently asked questions, page web 26 août 2010, www.norway.or.id/Norway_in_Indonesia/Environment/-FAQ-Norway-Indonesia-REDD-Partnership-/.

Norway (2010c). REDD+ Partnership, document d'association, www.regjeringen.no/upload/MD/sub/oslofc2010/dokumenter/partnership_doc.pdf.

Palm C.A., Woolmer P.L., Alegre J. *et al* (1999). Carbon Sequestration and trace gas emissions in slash-and-burn and alternative land uses in the humid tropics, ASB Climate Change Working Group, CGIAR, Rapport final, Phase II, www.asb.cgiar.org/pdfwebdocs/Climate%20Change%20WG%20reports/Climate%20Change%20WG%20report.pdf.

Rasyid & Husin (2010). Carbon Offsets, présentation Power Point préparée par M. Nur Rasyid, gouvernement d'Aceh, indonésie, et Nurdin M Husin, gouvernement d'Aceh, 30 juin 2009, présenté à l'Atelier du Sud-Est asiatique sur le paiement des services des écosystèmes : Incentives for Improving Economic Policy, Biodiversity Conservation, and Natural Resource Management Target Performance, 29 juin - 1 juillet 2009, Amari Watergate Hotel, Bangkok, Thaïlande, www.gms-eoc.org/Event/docs/PES/CarbonOffsets-Nurdin.pdf.

REDD Monitor (2010). Canopy Capital's Iwokrama, Guyana, project 'shrouded in secrecy': indigenous residents not consulted, REDD Monitor, 10 octobre 2010, www.redd-monitor.org/2008/12/03/canopy-capitals-iwokrama-guyana-project-shrouded-in-secrecy-indigenous-residents-not-consulted/.

REDD Monitor (2010b). Interviews about Ulu Masen, Indonesia: A REDD-labelled Protected Area, conversation avec David Gaveau, Chris Lang, 20 janvier 2010, www.redd-monitor.org/2010/01/20/interviews-about-ulu-masen-indonesia-a-redd-labelled-protected-area/.

REDD+ Synthesis Report (2010). REDD: Financing and Activities Survey, "préparé par une équipe spéciale intergouvernementale" [Australie, France et Papouasie-Nouvelle-Guinée], 27 mai. Ce rapport et les rapports par pays sont disponibles sur : www.oslofc2010.no/documentslinks.cfm.

Reuters (2010). Indonesia says forest moratorium to start off small, David Fogarty, correspondant pour le changement climatique, Asie, Reuters, 20 août, www.alertnet.org/thenews/newsdesk/SGE67J0CL.htm.

Reuters (2010b). Indonesia project boosts global forest CO2 market, 24 août, David Fogarty et Sunanda Creagh, af.reuters.com/article/energyOilNews/idAFSGE67N0D920100824?sp=true.

Reuters (2010c). Indonesia may let palm oil growers collect CO2 credits, 9 août, Sunanda Creagh, www.reuters.com/article/idUSJAK33205320100809.

Rimba Raya PDD (2010). The Rimba Raya Biodiversity Reserve REDD Project, Avoided (Planned) Deforestation in Central Kalimantan (Borneo) Indonesia, documentation du projet présentée à CCBA, climate-standards.org/projects/files/rimba_raya/CCBA_PDD_Submission_for_Public_Comments_2010_06_05.pdf.

SPG (2010). Page d'accueil de Swire Pacific Group consultée le 26 août 2010, www.swirepacific.com/eng/global/home.php.

SPO (2010). Page web About Us de Swire Pacific Offshore, consultée le 26 août 2010, www.swire.com.sg/aboutus.aspx.

Stuart M. (2009). REDD – The Basis of a "CarbonFederalReserve"?, 8 mai, 174.122.49.94/~ct/2009/05/redd-basis-of-carbon-federal-reserve.html.

Sustainable Development Institute (2010). Liberia: the promise betrayed.

Ulu Masen Ecosystem Project Sales and Marketing Agreement (2008), Ulu Masen Ecosystem Project Sales and Marketing Agreement, The Provincial Government of Nanggroe Aceh Darussalam, Carbon Conservation Pty Ltd, Blake Dawson, Canberra.

UNFCCC (2007). Report from CoP-13, FCCC/CP/2007/6/Add.1*, Decision 2/CP.13, publié le 14 mars 2008, unfccc.int/resource/docs/2007/cop13/eng/06a01.pdf.

UN-REDD, 2010. Page web About REDD+ consultée le 10 octobre 2010, www.un-redd.org/AboutREDD/tabid/582/Default.aspx.

UN-REDD (2010b). Paraguay, Next Steps, UN-REDD Programme, 10 septembre 2010, www.un-redd.org/UNREDDProgramme/CountryActions/Paraguay/tabid/1024/language/en-US/Default.aspx.

World Bank, 2010. Forest Carbon Partnership Facility Readiness Fund : Update on the Sources and Uses of Funds, présentation PowerPoint à la réunion du FCPF de juillet 2010 en Guyana, www.forestcarbonpartnership.org/fcp/sites/forestcarbonpartnership.org/files/Documents/PDF/Jul2010/5b.%20Sources%20and%20Uses%20Update%20v2.pdf.

World Bank (2010b). FCPF Dashboard, Forest Carbon Partnership Facility, site consulté le 27 août, www.forestcarbonpartnership.org/fcp/node/283.

www.foei.org